



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 5121

Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg
- à la 13e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement
- à la 3e reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial
- à la 6e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

Date de dépôt : 23-04-2003

Date de l'avis du Conseil d'État : 10-07-2003

Auteur(s) : Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
23-04-2003	Déposé	5121/00	<u>3</u>
10-07-2003	Avis du Conseil d'Etat (10.7.2003)	5121/01	<u>60</u>
13-10-2003	Rapport de commission(s) : Commission des Finances et du Budget Rapporteur(s) :	5121/02	<u>63</u>
04-11-2003	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (04-11-2003) Evacué par dispense du second vote (04-11-2003)	5121/03	<u>68</u>
31-12-2003	Publié au Mémorial A n°163 en page 3194	4922,5121	<u>71</u>

5121/00

N° 5121

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI

relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 13ème reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement
- à la 3ème reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial
- à la 6ème reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

* * *

*(Dépôt: le 23.4.2003)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (14.4.2003)	2
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs.....	2
4) Commentaire des articles	3
5) Résolution No 204 adoptée par le Conseil d'administration de l'Association Internationale de Développement (25.7.2002) ...	7
6) Résolution No 2002-0005 adoptée par le Conseil d'administration de la Banque Mondiale (19.12.2002)	21
7) Résolution No 130 adoptée par le Conseil des gouverneurs du FIDA (19.2.2003)	31

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre du Trésor et du Budget et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre du Trésor et du Budget présentera en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 13ème reconstitution des ressources de l'Administration Internationale de Développement
- à la 3ème reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial
- à la 6ème reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole.

Château de Berg, le 14 avril 2003

Le Ministre du Trésor et du Budget,

Luc FRIEDEN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er.– Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 14.380.000 euros à la treizième reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement (AID-IDA), conformément à la résolution No 204 adoptée le 25 juillet 2002 par le conseil d'administration de l'Association Internationale de Développement.

Art. 2.– Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 5.730.000 euros à la troisième reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM-GEF), conformément à la résolution No 2002-0005 adoptée le 19 décembre 2002 par le conseil d'administration de la Banque Mondiale.

Art. 3.– Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 510.000 euros à la sixième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole (FIDA-IFAD), conformément à la résolution No 130/XXVI adoptée le 19 février 2003 par le conseil des gouverneurs du FIDA.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Régulièrement le Luxembourg se doit de faire face aux obligations résultant de son appartenance à diverses institutions financières internationales. Le présent projet de loi a pour objet d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'Association Internationale de Développement, du Fonds pour l'Environnement Mondial, ainsi que du Fonds International de Développement Agricole. Dans les trois cas, il s'agit de participer à une reconstitution des ressources due au fait que les institutions financières en question dépensent leurs moyens par des prêts à taux inférieurs aux taux de marché et/ou par des dons.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er. – Association Internationale pour le Développement

L'Association Internationale de Développement (AID-IDA), filiale concessionnelle de la Banque Mondiale, représente la source la plus importante d'aide au développement pour les quelques 80 pays les plus pauvres de la planète. Pour pouvoir bénéficier de l'assistance de l'AID, le revenu par habitant d'un pays ne doit pas dépasser 875 dollars, mais en fait plus de 90% des crédits sont accordés à des pays ayant un revenu par habitant de moins de 625 dollars.

Lorsqu'un pays se qualifie pour l'assistance de l'AID, une stratégie globale est élaborée en consultation avec le gouvernement et la société civile du pays en question d'une part, et avec les autres bailleurs de fonds d'autre part. Il est à noter que la bonne gestion par les pays bénéficiaires des allocations reçues compte dans une large mesure pour la détermination du volume des allocations futures. C'est cette combinaison de procédures d'allocation qui fait de l'AID un des instruments d'aide au développement les plus participatifs et efficaces.

Les fonds mis à la disposition par l'AID servent à promouvoir deux types d'opérations bien distinctes: d'une part des projets d'investissement affectant directement les conditions de vie des plus démunis, comme la fourniture d'eau potable, de systèmes d'irrigation, de soins de santé ou de moyens d'éducation; d'autre part des projets d'ajustement structurel soutenant d'une façon plus générale les finances publiques dans les pays bénéficiaires, ceci en vue de faciliter des réformes en matière de restructuration économique, de stimulation de l'emploi ou de mise en place d'un système de sécurité sociale. Si la majeure partie des allocations se fait sous forme de prêts concessionnels (0% d'intérêt, remboursables sur 40 ans avec un délai de grâce de 10 ans), une part non négligeable (quelques 20%) est désormais dispensée sous forme de dons (notamment pour les programmes SIDA et pour l'assistance liée à des catastrophes naturelles).

La 13ème reconstitution des ressources de l'AID (IDA-13) couvre la période de juillet 2002 à juin 2005 avec une enveloppe totale de 18 milliards de DTS (droits de tirage spéciaux). Cette somme se compose de 10,02 milliards de DTS représentant les contributions des pays donateurs, le solde étant constitué par les remboursements de crédits antérieurs, les produits d'investissement et les transferts de revenus nets de la part de la Banque Mondiale. Le Luxembourg contribue à concurrence de 0,1% des contributions bilatérales, soit 10,02 millions de DTS ou 14,38 millions d'euros au taux de conversion retenu de 1,43546 euros par DTS. La contribution s'opère par l'émission d'un bon du trésor, dont le tirage (c.-à-d. l'incidence budgétaire) est prévu d'après l'échéancier suivant:

<i>Année</i>	<i>Montant (en EUR)</i>	<i>% du total</i>
2003	1.719.000	12,0
2004	2.524.000	17,5
2005	3.344.000	23,3
2006	3.444.000	23,9
2007	2.516.000	17,5
2008	833.000	5,8

Les contributions historiques du Luxembourg à l'AID se résument comme suit:

<i>Reconstitution des ressources</i>	<i>Date de la loi</i>	<i>Montant (millions)</i>	<i>Supplément (millions)</i>	<i>Total (millions)</i>
Souscription initiale + IDA-1	3 fév. 1964	0,38 USD 0,37 USD	/	0,75 USD
IDA-2	26 mai 1967	0,60 USD	/	0,60 USD
IDA-3	30 mai 1972	1,20 USD	/	1,20 USD
IDA-4	24 mars 1975	2,25 USD	/	2,25 USD
IDA-5	31 déc. 1976	3,60 USD	/	3,60 USD
IDA-6	8 nov. 1980	6,00 USD	0,50 USD	6,50 USD
IDA-7	27 fév. 1987	4,50 USD	/	4,50 USD
IDA-8	15 nov. 1988	5,75 USD	/	5,75 USD
IDA-9	27 fév. 1991	5,85 DTS	/	5,85 DTS
IDA-10	24 fév. 1994	6,50 DTS	0,50 DTS	7,00 DTS
IDA-11	14 mai 1997	8,05 DTS	0,95 DTS	9,00 DTS
IDA-12	9 juin 1999	8,64 DTS	/	8,64 DTS

Article 2.– Fonds pour l'Environnement Mondial

Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM-GEF) est le principal mécanisme financier pour la mise en œuvre des différentes conventions internationales ayant trait à l'environnement global: préservation de la diversité biologique, réduction de l'effet de serre, mesures contre l'épuisement de la couche d'ozone et les polluants organiques persistants, protection des eaux internationales, ainsi que lutte contre la désertification. La Banque Mondiale assure la présidence et le secrétariat permanent du GEF en même temps qu'elle est gestionnaire des moyens financiers dont il dispose. Pour la mise en œuvre des projets, le GEF fait appel à plusieurs agences d'exécution, dont notamment la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), les banques régionales de développement.

Depuis sa création en 1991, le GEF a alloué près de 4,2 milliards de dollars à quelques 1.040 projets dans 158 pays, supportant des activités aussi diverses que le contrôle de l'émission de méthane en Chine, la réhabilitation de la mer d'Aral, des mesures pour arrêter la désertification au Sahel ou encore la protection du corridor biologique méso-américain. Début 2002, une évaluation indépendante du GEF a reconnu l'efficacité de cet organisme face aux graves problèmes environnementaux de portée mondiale. De même, il a été constaté que les fonds du GEF ont eu un effet de levier important, générant des cofinancements de l'ordre de 11 milliards de dollars de la part de gouvernements, d'institutions de développement, du secteur privé et d'organisations non gouvernementales.

Les délibérations sur la 3ème reconstitution des ressources (GEF-3), commencées en mai 2001 et conclues début août 2002, ont permis de mobiliser une enveloppe globale de 2,92 milliards de dollars pour les quatre prochaines années (juillet 2002 à juin 2006). Ce chiffre record a été entériné par l'assemblée quadriennale du GEF en octobre 2002 à Pékin, rassemblant tous les 173 pays membres de l'institution. La part du Luxembourg, comme pour les reconstitutions précédentes, se situe au seuil minimum de 4 millions de DTS pour les pays donateurs de l'OCDE, ce qui au taux d'échange retenu se traduit par une contribution de 5,73 millions euros. La contribution sera réglée par l'émission d'un bon du trésor, dont l'échéancier de tirage (et partant l'incidence budgétaire) est prévu comme suit:

<i>Année</i>	<i>Montant (en EUR)</i>	<i>% du total</i>
2003	716.250	12,50
2004	673.275	11,75
2005	744.900	13,00
2006	716.250	12,50
2007	701.925	12,25
2008	658.950	11,50
2009	573.000	10,00
2010	487.050	8,50
2011	343.800	6,00
2012	114.600	2,00

Les contributions historiques du Luxembourg au GEF se résument comme suit:

<i>Reconstitution des ressources</i>	<i>Date de la loi</i>	<i>Montant (millions de DTS)</i>
GEF-1	14 mai 1997	4,00
GEF-2	9 juin 1999	4,00

Article 3.– Fonds International de Développement Agricole

Le Fonds International de Développement Agricole a comme objectif la réduction de la pauvreté en milieu rural par des financements qui visent la promotion économique des plus démunis, notamment en augmentant la productivité des activités agricoles et extra-agricoles. La majeure partie des ressources du FIDA est mise à la disposition des pays à faible revenu sous forme de prêts concessionnels (0% d'intérêt, 0,75% de commission de service, remboursables sur 40 ans avec un délai d'amortissement de 10 ans). Depuis sa création en 1977, le FIDA a pris des engagements de quelques 7,7 milliards de dollars, finançant 628 projets dans 115 pays (dont tous les pays cibles de la coopération luxembourgeoise).

Le FIDA, de part la spécificité de son mandat, est particulièrement bien placé pour relever le défis formulés en septembre 2000 lors du Sommet du Millénaire (notamment la réduction de moitié du nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême d'ici 2015). En effet, d'après les estimations de la Banque Mondiale et le Rapport 2001 sur la pauvreté rurale du FIDA, les trois quarts des quelque 1,2 milliard de personnes extrêmement pauvres vivent en milieu rural; tandis que les taux de pauvreté ont baissé dans la plupart des régions, l'incidence de la pauvreté s'est intensifiée en Afrique subsaharienne et dans les pays en transition d'Europe orientale et d'Asie centrale. A cet égard, un examen externe des résultats du FIDA a récemment confirmé que le FIDA contribue durablement à faire reculer la pauvreté rurale et ainsi à réaliser les objectifs de développement du Millénaire.

Au cours des trois dernières années, le programme de prêts du FIDA s'est élevé en moyenne à 417 millions de USD par an: ce montant a permis de financer des projets/programmes représentant en moyenne un total annuel de 922 millions de USD, grâce à un effet de levier important. Aussi le FIDA a-t-il pu appuyer environ 27 projets/programmes par an, avec quelques 10 millions de bénéficiaires directs. Près de 36% de l'enveloppe globale des prêts du FIDA ont été accordés en Afrique, continent singulièrement affecté par la pauvreté rurale.

Malgré ces efforts la situation du groupe-cible du FIDA reste alarmante et nécessite un soutien renforcé de la part des pays membres. C'est ainsi que les donateurs à la 6ème reconstitution des ressources (FIDA-6) se sont accordés sur un objectif de 560 millions de dollars pour la période 2004-2006, une augmentation de presque 22% par rapport à la 5ème reconstitution (460 millions); de même, il a été

convenu que la répartition des charges entre catégories de pays donateurs se présente comme suit: 76% pour les pays de l'OCDE (liste A), 11,5% pour les pays de l'OPEP (liste B), et 12,5% pour les pays en voie de développement eux-mêmes (liste C). Avec cette nouvelle enveloppe financière, il sera désormais possible de porter le volume annuel de travail à 475 millions de dollars par an. En même temps, il a été décidé de lier le volume des prêts accordés à la performance des pays bénéficiaires, à l'instar de ce qui se fait dans d'autres institutions financières internationales (notamment l'AID).

La part du Luxembourg dans FIDA-6 s'élève à 510.000 euros, une augmentation à peu près proportionnelle à l'accroissement de l'enveloppe globale en termes de dollars (en termes d'euros elle atteint 33% en raison du taux de change USD/EUR utilisé). La contribution sera réglée par l'émission d'un bon du trésor, dont l'encaissement sera réparti à tranches égales (170.000 euros) sur les années 2004, 2005 et 2006.

Les contributions antérieures au FIDA se résument comme suit:

<i>Reconstitution des ressources</i>	<i>Date de la loi</i>	<i>Montant</i>
Souscription initiale et FIDA-1	2 décembre 1977	320.000 DTS 400.000 USD
FIDA-2	27 février 1985	160.000 USD
FIDA-3	10 novembre 1988	248.275 USD
FIDA-4	24 février 1994	400.000 USD
FIDA-5	25 juillet 2002	384.080 EUR

Annexes

*

RESOLUTION No 204
adoptée par le Conseil d'administration de l'Association
Internationale de Développement
 (25.7.2002)

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION
BOARD OF GOVERNORS

Resolution No 204

Additions to Resources: Thirteenth Replenishment

WHEREAS:

(A) The Executive Directors of the International Development Association (the „Association“) have considered the prospective financial requirements of the Association and have concluded that it is desirable to authorize a replenishment of the resources of the Association for new financing commitments for the period from July 1, 2002 to June 30, 2005 (the „Thirteenth Replenishment“) in the amounts and on the basis set out in the report of the IDA Deputies, „Additions to Resources; Thirteenth Replenishment, Supporting Poverty Reduction Strategies“ (the „Report“), approved by the Executive Directors on July 25, 2002, and submitted to the Board of Governors;

(B) The members of the Association consider that an increase in the resources of the Association is required and intend to take all necessary governmental and legislative action to authorize and approve the allocation of additional resources to the Association in the amounts and on the conditions set out in this Resolution;

(C) Members of the Association that contribute resources to the Association in addition to their subscriptions as part of the Thirteenth Replenishment („Contributing Members“) are to make available their contributions pursuant to the Articles of Agreement of the Association (the „Articles“) partly in the form of subscriptions carrying voting rights and partly as supplementary resources in the form of contributions not carrying voting rights;

(D) Additional subscriptions are to be authorized for Contributing Members in this Resolution on the basis of their agreement with respect to their preemptive rights under Article III, Section 1(c) of the Articles, and provision is made for the other members of the Association („Subscribing Members“) intending to exercise their rights pursuant to that provision to do so;

(E) It is desirable to provide for a portion of resources to be contributed by members to be paid to the Association as advance contributions;

(F) Provision is made for special supplemental contributions to increase the Association's capacity to provide financing in extraordinary circumstances, and to fund the long-term costs of extending financing in the form of grants under the Thirteenth Replenishment;

(G) Provision is made for the payment of additional subscriptions and contributions contingent upon the progress on specified performance criteria;

(H) It is desirable to authorize the Association to provide financing in the form of grants and guarantees in addition to loans; and

(I) It is desirable to administer any remaining funds from the replenishment authorized by Resolution No 194 of the Board of Governors of the Association (the „Twelfth Replenishment“) as part of the Thirteenth Replenishment.

NOW THEREFORE THE BOARD OF GOVERNORS HEREBY ACCEPTS the Report as approved by the Executive Directors, ADOPTS its conclusions and recommendations AND RESOLVES THAT a general increase in subscriptions of the Association is authorized on the following terms and conditions:

1.

Authorization of Subscriptions and Contributions

- (a) The Association is authorized to accept additional resources from each Contributing Member in the amounts specified for each such member in Table 1 attached to this Resolution, and each such amount will be divided into a subscription carrying voting rights and a contribution not carrying voting rights as specified in Table 2 attached to this Resolution.
- (b) In addition to the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept special supplemental contributions from Contributing Members.
- (c) The Association is authorized to accept additional resources from any member for which no contribution is specified in Table 1.
- (d) The Association is authorized to accept additional subscriptions from each Subscribing Member in the amount specified for each such member in Table 2.

2.

Agreement to Pay

- (a) When a Contributing Member agrees to pay its subscription and contribution, or a Subscribing Member agrees to pay its subscription, it will deposit with the Association an instrument of commitment substantially in the form set out in Attachment I to this Resolution („Instrument of Commitment“).
- (b) When a Contributing Member agrees to pay a part of its subscription and contribution without qualification and the remainder is subject to enactment by its legislature of the necessary appropriation legislation, it will deposit a qualified instrument of commitment in a form acceptable to the Association („Qualified Instrument of Commitment“); such member undertakes to exercise its best efforts to obtain legislative approval for the full amount of its subscription and contribution by the payment dates set out in paragraph 3(b) of this Resolution.

3.

Payment

- (a) Each Subscribing Member will pay to the Association the amount of its subscription in full within 31 days after the date of deposit of its Instrument of Commitment; provided that if the Thirteenth Replenishment shall not have become effective by December 15, 2002, payment may be postponed by the member for not more than 31 days after the Effective Date as defined in paragraph 6(a) of this Resolution.
- (b) Each Contributing Member that deposits an Instrument of Commitment that is not a Qualified Instrument of Commitment will pay to the Association the amount of its subscription and contribution in three equal annual installments no later than January 15, 2003, January 15, 2004, and January 15, 2005; provided that:
- (i) the Association and each Contributing Member may agree to earlier payment;
 - (ii) if the Thirteenth Replenishment shall not have become effective by December 15, 2002, payment of the first such installment may be postponed by the member for not more than 31 days after the date on which the Thirteenth Replenishment becomes effective;
 - (iii) the Association may agree to the postponement of any installment, or part thereof, if the amount paid, together with any unused balance of previous payments by the Contributing Member concerned, is at least equal to the amount estimated by the Association to be required from that member up to the due date of the next installment for purposes of disbursements for financing committed under the Thirteenth Replenishment; and

(iv) if any Contributing Member deposits an Instrument of Commitment with the Association after the date when the first installment of the subscription and contribution is due, payment of any installment, or part thereof, will be made to the Association within 31 days after the date of such deposit.

(c) If a Contributing Member has deposited a Qualified Instrument of Commitment and, upon enactment of appropriation legislation, notifies the Association that an installment, or part thereof, is unqualified after the date when it was due, then payment of such installment, or part thereof, will be made within 31 days after the date of such notification.

(d) If a Contributing Member has deposited a Contingent Instrument of Commitment pursuant to paragraph 9 of this Resolution, payment of its contingent contributions will be made at the same time as payment of the related second and third annual installments.

4.

Mode of Payment

(a) Payments pursuant to this Resolution will be made, at the option of the member: (i) in cash, on terms agreed between the member and the Association; or (ii) by the deposit of notes or similar obligations issued by the government of the member or the depository designated by such member, which shall be non-negotiable, non-interest bearing and payable at their par value on demand to the account of the Association.

(b) The Association will encash notes or similar obligations of Contributing Members, on an approximately *pro rata* basis among donors, in accordance with the encashment schedule set out in Attachment III to this Resolution, or as agreed between a Contributing Member and the Association. With respect to a Contributing Member that is unable to comply with one or more encashment requests, the Association may agree with the member on a revised encashment schedule that yields at least an equivalent value to the Association.

(c) The provisions of Article IV, Section 1(a) of the Articles will apply to the use of a Subscribing Member's currency paid to the Association pursuant to this Resolution.

5.

Currency of Denomination and Payment

(a) Members will denominate the resources to be made available pursuant to this Resolution in SDRs, the currency of the member, or, with the agreement of the Association, in a freely convertible currency of another member, except that if a Contributing Member's economy experienced a rate of inflation in excess of ten per cent per annum on average in the period 1998-2000, as determined by the Association as of the date of adoption of this Resolution, its subscription and contribution will be denominated in SDRs.

(b) Contributing Members will make payments pursuant to this Resolution in SDRs, a currency used for the valuation of the SDR, or, with the agreement of the Association, in another freely convertible currency, and the Association may freely exchange the amounts received as required for its operations. Subscribing Members will make payments in the currency of the member or in a freely convertible currency with the agreement of the Association.

(c) Each member will maintain, in respect of its currency paid by it under this Resolution, and the currency of such member derived therefrom as principal, interest or other charges, the same convertibility as existed on the effective date of this Resolution.

6.

Effective Date

(a) The Thirteenth Replenishment will become effective and the resources to be contributed pursuant to this Resolution will become payable to the Association on the date (the „Effective Date“) when Contributing Members whose subscriptions and contributions aggregate not less than SDR 5,448 million shall have deposited with the Association Instruments of Commitment or Qualified Instruments of Commitment, provided that this date shall be not later than December 15, 2002, or such later date as the Executive Directors of the Association may determine.

(b) If the Association determines that the availability of additional resources pursuant to this Resolution is likely to be unduly delayed, it shall convene promptly a meeting of the Contributing Members to review the situation and to consider the steps to be taken to prevent a suspension of financing to eligible recipients by the Association.

7.

Advance Contributions

(a) In order to avoid an interruption in the Association's ability to commit financing to eligible recipients pending the effectiveness of the Thirteenth Replenishment, and if the Association shall have received Instruments of Commitment from Contributing Members whose subscriptions and contributions aggregate not less than SDR 1,816 million, the Association may deem, prior to the Effective Date, one third of the total amount of each subscription and contribution for which all Instrument of Commitment has been deposited with the Association as an „Advance Contribution“, unless the Contributing Member specifies otherwise in its Instrument of Commitment.

(b) The Association shall specify when Advance Contributions pursuant to subparagraph (a) are to be paid to the Association.

(c) The terms and conditions applicable to contributions to the Thirteenth Replenishment shall apply also to Advance Contributions until the Effective Date, when such contributions shall be deemed to constitute payment towards the amount due from each Contributing Member for its subscription and contribution.

(d) In the event that the Thirteenth Replenishment shall not become effective pursuant to paragraph 6(a) of this Resolution, (i) voting rights will be allocated to each member for the Advance Contribution as if it had been made as a subscription and contribution under this Resolution, and (ii) each member not making an Advance Contribution will have the opportunity to exercise its preemptive rights under Article III, Section 1(c) of the Articles with respect to such subscription as the Association shall specify.

8.

Commitment Authority

(a) Subscriptions and contributions, whether notified under an Instrument of Commitment, a Qualified Instrument of Commitment, or a Contingent Instrument of Commitment, will become available for commitment by the Association for financing to eligible recipients when and to the extent they are paid to the Association in accordance with paragraphs 3 and 4 and subject to the provisions of paragraphs 6 and 7 of this Resolution. Advance Contributions will become available for commitment upon effectiveness of the Advance Contribution scheme set forth in paragraph 7 of this Resolution.

(b) The Association shall promptly inform Contributing Members if a member that has deposited a Qualified Instrument of Commitment and whose subscription and contribution represents more than 20 per cent of the total amount of the resources to be contributed pursuant to this Resolution has not unqualified at least 66 per cent of the total amount of its subscription and contribution by January 15, 2004, or 31 days after the Effective Date, whichever is later, and the total amount thereof by January 15, 2005, or 31 days after the Effective Date, whichever is later.

(c) Within 31 days of the dispatch of notice by the Association under subparagraph (b), each other Contributing Member may notify the Association in writing that the commitment by the Association of the second installment of such member's subscription and contribution shall be deferred while, and to the extent that, any part of the subscription and contribution referred to in subparagraph (b) remains qualified; during such period, the Association shall make no financing commitments to eligible recipients in respect of the resources to which the notice pertains unless the right of the Contributing Member is waived pursuant to subparagraph (d).

(d) The right of a Contributing Member under subparagraph (c) may be waived in writing, and it shall be deemed waived if the Association receives no written notice pursuant to such subparagraph within the period specified therein.

(e) The Association may enter into financing commitments with eligible recipients conditional on such commitments becoming effective and binding on the Association when resources under the Thirteenth Replenishment become available for commitment by the Association.

9.

Contingent Contributions

(a) If a Contributing Member agrees to pay an additional subscription and contribution contingent upon the satisfaction of the criteria detailed in the Schedules to Attachment II to this Resolution, it will deposit a contingent Instrument of Commitment or contingent Qualified Instrument of Commitment (a „Contingent Instrument of Commitment“) in a form acceptable to the Association on the basis of Attachment II to this Resolution.

(b) Each Contributing Member that has deposited with the Association a Contingent Instrument of Commitment will be allocated subscription votes at the time and to the extent of payments made in respect of its related subscription and contribution.

10.

Authorization of Grants

The Association is hereby authorized to provide financing under the Thirteenth Replenishment in the form of grants.

11.

Authorization of Guarantees

The Association is hereby authorized to provide financing under the Thirteenth Replenishment in the form of guarantees.

12.

Administration of IDA12 Funds under the Thirteenth Replenishment

(a) On the Effective Date, any funds, receipts, assets and liabilities held by the Association under the Twelfth Replenishment will be administered under the Thirteenth Replenishment, subject, as appropriate, to the terms and conditions applicable to the Twelfth Replenishment.

(b) Pursuant to Article V, Section 2(a)(i) of the Articles of Agreement of the Association, the Association is authorized to use the funds referred to in paragraph 12(a) above, and funds derived therefrom as principal, interest or other charges, to provide financing in the forms of grants and guarantees under the terms, conditions and policies applicable under the Thirteenth Replenishment.

Allocation of Voting Rights under Thirteenth Replenishment

Voting rights calculated on the basis of the current voting rights system will be allocated to members for subscriptions under the Thirteenth Replenishment as follows:

- (a) Each Subscribing Member that has deposited with the Association an Instrument of Commitment will be allocated the subscription votes specified for each such member in Table 2 on the effective payment date pursuant to paragraph 3(a) of this Resolution. Each Subscribing Member will be allocated the additional membership votes specified in Column c-3 of Table 2 on the date such member is allocated its subscription votes.
- (b) Each Contributing Member that has deposited with the Association an Instrument of Commitment will be allocated one third of the subscription votes specified for each such member in Table 2 on each effective payment date pursuant to paragraph 3(b) of this Resolution. Each Contributing Member will be allocated the additional membership votes specified in Column b-3 of Table 2 for its subscription on the date such member is allocated the first one third of its subscription votes.
- (c) Each member that has deposited with the Association a Qualified Instrument of Commitment will be allocated subscription votes at the time and to the extent of payments made in respect of its subscription and contribution.
- (d) Any member that deposits its Instrument of Commitment after any of these dates will be allocated, as of the date of such deposit, the subscription votes to which such member is entitled on account of such deposit.
- (e) If a member fails to pay any amount of its subscription or subscription and contribution when due, the number of subscription votes allocated from time to time to such member under this Resolution in respect of the Thirteenth Replenishment will be reduced in proportion to the shortfall in such payments, but any such votes will be reallocated when the shortfall in payments causing such adjustment is subsequently made up.

(Adopted September 29, 2002)

*

ATTACHMENT I

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION**Additions to Resources: Thirteenth Replenishment***Instrument of Commitment*

Reference is made to Resolution No 204 of the Board of Governors of the International Development Association entitled „Additions to Resources: Thirteenth Replenishment“, which was adopted on September 29, 2002 („the Resolution“).

The Government of _____ HEREBY NOTIFIES the Association pursuant to paragraph 2 of the Resolution that it will make the _____¹ authorized for it in accordance with the terms of the Resolution in the amount of _____².

(Date)

(Name and Office)

3

*

ATTACHMENT II

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION**Additions to Resources: Thirteenth Replenishment***Contingent Instrument of Commitment*

Reference is made to Resolution No 204 of the Board of Governors of the International Development Association entitled „Additions to Resources: Thirteenth Replenishment“, which was adopted on September 29, 2002 („the Resolution“),

The Government of _____ HEREBY NOTIFIES the Association pursuant to paragraph 9 of the Resolution that it will, as authorized for it in accordance with the terms of the Resolution, make an additional subscription and contribution with respect to fiscal year 2004 in the amount of _____, contingent upon progress made as set forth in Shedule A hereto; and an additional subscription and contribution with respect to fiscal year 2005 in the amount of _____, contingent upon progress made as set forth in Schedule B hereto, all with respect to borrowing members of the Association.

(Date)

(Name and Office)

4

-
- 1 Contributing Members fill in the words „subscription and contribution“; and Subscribing Members fill in the word „subscription only“.
 - 2 Pursuant to paragraphe 5(a) of the Thirteenth Replenishment Resolution, members are required to denominate their subscription and contribution, or subscription only, as the case maybe, in SDRs, in the currency of the member, or with the agreement of the Association in a freely convertible currency of another member. Payment will be made as provided in paragraphe 5(b) of the Resolution.
 - 3 The instrument is to be signed on behalf of the member by a duly authorized representative.
 - 4 The instrument is to be signed on behalf of the member by a duly authorized representative.

Schedule A to Attachment II

Progress by Spring 2003: Inputs

- A total of 30 Country Financial Accountability Assessments completed, of which at least 50% for African countries;
- A total of 24 Country Procurement Assessment Reviews completed, of which at least 50% for African countries;
- A total of 29 Public Expenditure Reviews completed, of which at least 50% for African countries;
- All Country Assistance Strategies prepared since July 2002 underpinned by current poverty analysis;
- A total of 7 Investment Climate Assessments completed;
- Initiation of performance measurement system, including outline of approach, baseline data, outcome indicators and progress targets.

Schedule B to Attachment II

Progress by Spring 2004*Inputs*

- A total of 40 Country Financial Accountability Assessments completed, of which at least 50% for African countries
- A total of 38 Country Procurement Assessment Reviews completed, of which at least 50% for African countries
- A total of 40 Public Expenditure Reviews completed, of which at least 50% for African countries
- All Country Assistance Strategies prepared since July 2002 underpinned by current poverty analysis
- A total of 14 Investment Climate Assessments completed

*Country Outcomes⁵**Education:*

- Increase population-weighted average primary completion rate to 69% with a substantial number of countries reaching a higher rate
- Increase number of countries with positive growth rates in primary completion rates to 38 countries

Health:

- Increase overall coverage rate (population-weighted) of measles immunization to 60%, with a substantial number of countries reaching a higher rate
- Increase number of countries with 80% coverage of measles vaccination to 29 countries

Private Sector Development:

- Reduce time required for business start-up (in number of business days) by 7% from end-2001
- Reduce formal cost of business start-up (in per cent of GBP per capita) by 7% from end-2001

*

⁵ For all outcome indicators, the base set of countries will remain the same.

ATTACHMENT III

Encashment Schedule for IDA13 Contributions

% of total contributions

<i>Fiscal year</i>	<i>% of Total</i>
2003	5.40
2004	13.10
2005	22.00
2006	24.50
2007	23.40
2008	11.60
Total	100.00

Table 1: Contributions to the Thirteenth Replenishment

Contributing Members	Basic Contributions		Supplemental SDR Million	Incentive SDR Million	Total Contributions SDR Million	Exchange Rates (NC/SDR)**	IDA13 NC Million
	(%)	SDR Million					
Argentina a/	0.05%	5.00			5.00	1.26451	6.32
Australia	1.46%	146.01			146.01382	2.46552	360.00
Austria	0.78%	78.16			78.16	1.43546	112.19
Bahamas, The	0.009%	090			0.90	1.25339	1.13
Barbados	0.002%	0.20			0.20	2.51723	0.50
Belgium	1.55%	155.31			155.31	1.43546	222.50
Brazil a/	061%	61.12			61.12	3.04319	186.01
Canada	3.75%	375.75	27.05		402.80	1.95189	690.40
Czech Rep.	0.05%	5.01			5.01	49.04147	245.70
Denmark	1.58%	158.32			158.32	10.69731	1,693.56
Finland	0.60%	60.12			60.12	1.43546	86.30
France	6.00%	601.20			601.20	1.43546	863.00
Germany	10.30%	1,032.23			1,032.23	1.43546	1,481.72
Greece	0.12%	11.59			11.59	1.43546	16.64
Hungary	0.06%	5.95			5.95		5.95
Iceland	0.04%	4.01			4.01	126.13175	505.54
Ireland	0.18%	18.04	16.80		34.83	1.43546	50.00
Israel	0.10%	10.02			10.02	5.31981	53.30
Italy	3.80%	380.76			380.76	1.43546	546.57
Japan	16.00%	1,603.29			1,603.29	154.58522	247,844.40
Korea	0.91%	91.18			91.18	1644.84532	149,980.29
Kuwait	0.14%	14.03			14.03	0.38833	5.45
Luxembourg	0.10%	10.02			10.02	1.43546	14.38
Mexico a/ b/	0.05%	5.01			5.01		5.01
Netherlands	2.60%	260.52			260.52	1.43546	373.97
New Zealand	0.12%	12.02			12.02	3.03567	36.50
Norway	1.52%	152.30	21.14 e/		173.44	11.49853	1,751.27
Poland a/	0.03%	3.01			3.01	5.19579	15.62
Portugal	0.20%	20.04			20.04	1.43546	28.77
Russia b/	0.08%	8.00	12.00		20.00		20.00
Saudi Arabia c/	0.39%	39.53			39.53	1.26502	50.00
Singapore a/	0.28%	28.06			28.06	2.27261	63.76
Slovak Republic a/	0.01%	1.32			1.32	61.88745	81.85
South Africa	0.08%	8.02			8.02	10.36596	83.09
Spain	1.80%	180.36			180.36	1.43546	258.90
Sweden	2.62%	262.52			262.52	13.29035	3,489.04
Switzerland	2.43%	243.49			243.49	2.17960	530.70
Turkey b/	0.09%	9.02			9.02		9.02
United Kingdom	10.14%	1,016.21			1,016.21	0.88564	900.00
United States	20.12%	2,015.78		237.15	2,252.93	1.26502	2,850.00
Venezuela a/ b/	0.03%	3.01			3.01		3.01
Sub-total	90.78%	9,096.43	55.85	237.15	9,389.43		
Supplemental contributions with attribution d/	0.56%	55.85					
Supplemental contributions without attribution	3.43%	343.88			343.88		
Unallocated gap	5.23%	523.85			286.70		
Total donor contributions	100.00%	10,020.00	55.85	237.15	10,020.00		
Memo item: Contribution from IDA12 carry-over for long-term cost of grants f/		100.00			100.00		

a/ Not yet in a position to commit, figure is indicative.

b/ Contributions of countries with inflation rates greater than 10% per annum during 1998-2000 will be denominated in SDRs.

c/ Assuming contributions denominated in USD.

d/ Supplemental contributions through accelerated encashments and/or additional contributions.

e/ Supplemental contributions through accelerated encashments and/or additional contributions to finance potential additional needs of up to SDR 2.0 billion. Does not count towards filling the unallocated gap.

f/ Preliminary indications have been received from some donors of willingness to contribute to an agreed mechanism to meet the long-term cost of grants. The United Kingdom has indicated willingness to provide up to GBP 100 million (SDR 112.9 million) dependent on the design and funding requirements of the scheme which may be agreed during the mid-term review.

** Exchange rate averaging period April 1 to September 30, 2001.

Note: Details do not add up due to rounding.

Table 2: Subscriptions, Contributions and Votes (Amounts in USD Equivalent)

Part I Member	Current Status (before IDA13)					Additional Votes Stemming from IDA13			Status Including IDA13 Adjustment					Adjusted Voting Power					Part I Member
	Subscriptions Carrying Votes (a-1)	Contributions (a-2)	Total Cumulative Resources (a-3)	Subscription Votes (a-4)	Total Voting Power % (a-5)	IDA13 Resources (b-1)	Subscription Votes (b-2)	Memberships (b-3)	Amount (d-1)	as % of Part I Carrying Votes (d-2)	Subscription Carrying Votes (d-3)	Contributions (d-4)	Subscription Votes (E-1)	as % of Memberships Part I (E-2)	Total Voting Power % (E-3)	Total Voting Power % (E-5)			
																	Subscriptions Carrying Votes (a-1)	Contributions (a-2)	
AUSTRALIA	28,433,227	1,890,838,068	2,019,269,295	146,739	1.0%	184,710,408	9,603	2,600	2,203,979,700	1.09%	28,673,302	2,175,306,988	158,342	0.8%	186,942	1.08%			
AUSTRIA	7,786,113	654,416,088	662,202,201	62,656	0.8%	101,587,798	5,713	2,600	963,802,010	0.83%	7,940,338	965,961,072	68,369	0.8%	96,969	0.57%			
BELGIUM	13,908,907	1,777,861,116	1,791,470,023	130,165	1.0%	207,336,778	11,603	2,600	1,998,806,801	1.72%	13,898,982	1,864,907,819	141,788	1.72%	172,388	1.00%			
CANADA	55,324,341	5,019,832,406	5,076,156,747	368,880	2.5%	509,555,116	27,530	2,600	5,585,711,863	4.81%	57,008,091	5,629,703,772	396,230	4.81%	426,830	2.46%			
DENMARK	13,610,689	1,485,250,987	1,498,860,766	108,821	0.8%	200,272,906	11,609	2,600	1,699,133,683	1.46%	13,900,914	1,685,232,779	120,530	1.46%	151,130	0.87%			
FINLAND	6,062,576	736,491,366	744,553,942	54,106	0.2%	80,030,574	4,387	2,600	824,584,516	0.71%	6,172,251	816,412,265	58,493	0.71%	89,093	0.51%			
FRANCE	79,262,103	7,507,759,122	7,587,021,225	551,342	3.6%	800,305,744	43,624	2,600	8,387,326,969	7.23%	80,358,703	8,306,974,266	594,966	7.23%	30,600	3.61%			
GERMANY	89,109,230	12,461,974,503	12,551,083,733	912,076	5.9%	1,305,791,655	70,880	2,600	13,856,875,328	11.94%	90,881,230	13,765,994,098	982,956	11.94%	30,600	5.85%			
GREECE	3,789,715	54,559,534	58,349,249	4,240	0.2%	15,432,562	893	2,600	73,772,812	0.08%	3,814,440	69,958,371	5,233	0.08%	30,600	0.21%			
ICELAND	183,100	33,063,274	33,246,374	2,416	0.1%	5,070,200	302	2,600	38,316,574	0.03%	190,650	38,125,924	2,716	0.03%	30,600	0.19%			
IRELAND	4,056,275	151,771,187	155,827,462	11,324	0.2%	46,387,734	3,019	2,600	202,195,196	0.17%	4,131,750	196,063,446	14,343	0.17%	30,600	0.26%			
ITALY	32,210,798	5,065,070,483	5,097,281,281	370,415	2.5%	481,669,015	25,335	2,600	5,578,950,296	4.81%	32,844,733	5,546,106,123	396,750	4.81%	30,600	2.46%			
JAPAN	77,762,033	19,644,674,761	19,722,436,794	1,433,212	9.2%	2,134,263,800	117,222	2,600	21,856,700,624	18.84%	80,682,863	21,776,008,041	1,550,434	18.84%	30,600	9.13%			
KUWAIT	5,445,740	704,354,740	709,800,480	51,581	0.9%	19,673,801	94	2,600	728,474,281	0.63%	5,448,090	723,026,191	51,675	0.63%	29,700	0.47%			
LUXEMBOURG	591,655	66,821,971	70,413,626	5,117	0.2%	13,338,428	824	2,600	83,752,056	0.07%	612,255	83,139,901	5,941	0.07%	30,600	0.21%			
NETHERLANDS	40,679,702	3,865,312,320	3,705,992,022	269,311	1.8%	346,799,156	18,179	2,600	4,052,791,177	3.49%	41,134,177	4,011,657,000	287,490	3.49%	30,600	1.84%			
NEW ZEALAND	256,377	140,861,699	141,118,076	10,255	0.2%	16,006,115	891	2,600	157,124,190	0.14%	278,652	156,845,538	11,146	0.14%	30,600	0.24%			
NORWAY	11,062,897	1,481,070,039	1,502,132,726	109,159	0.8%	192,667,606	11,064	2,600	1,694,800,332	1.48%	11,339,387	1,683,461,045	120,223	1.48%	30,600	0.87%			
PORTUGAL	4,415,803	71,228,030	75,644,833	5,497	0.2%	28,676,858	1,761	2,600	102,321,691	0.09%	4,459,828	97,861,863	7,258	0.09%	30,600	0.22%			
RUSSIA	2,281,216	237,855,602	240,136,818	17,451	0.2%	28,623,611	1,472	2,600	266,760,429	0.23%	2,318,016	264,442,413	18,923	0.23%	30,600	0.29%			
SOUTH AFRICA	12,942,172	108,699,148	121,041,320	8,796	0.2%	10,670,743	547	2,600	131,712,063	0.11%	12,355,847	119,356,216	9,343	0.11%	30,600	0.23%			
SPAIN	16,340,723	777,658,617	794,199,340	57,714	0.5%	240,091,723	15,655	2,600	1,034,291,063	0.89%	16,732,098	1,017,558,965	73,369	0.89%	30,600	0.60%			
SWEDEN	19,389,585	3,242,381,903	3,261,771,488	237,030	1.6%	332,098,110	17,008	2,600	3,593,869,598	3.10%	19,837,235	3,574,032,363	254,936	3.10%	30,600	1.65%			
SWITZERLAND	12,049,714	1,514,350,461	1,526,400,175	110,922	0.8%	309,414,660	19,205	2,600	1,834,414,835	1.58%	12,529,839	1,821,884,996	130,127	1.58%	30,600	0.93%			
UNITED ARAB EMIRATES	10,729	5,189,119	5,199,848	619	0.01%	-	-	-	5,199,848	0.00%	10,729	5,189,119	619	0.01%	748	0.01%			
UNITED KINGDOM	176,450,466	8,502,860,680	8,679,311,146	630,718	4.1%	1,352,764,658	80,920	2,600	10,032,075,803	8.65%	178,473,468	9,853,602,337	711,638	8.65%	30,600	4.29%			
UNITED STATES	442,431,862	25,579,005,850	26,021,437,712	1,890,971	12.0%	2,999,055,000	167,638	2,600	29,020,492,712	25.02%	446,622,762	28,573,869,950	2,058,607	25.02%	26,700	12.06%			
Subtotal Part I	1,155,959,538	102,896,402,190	104,052,361,729	7,561,653	52.1%	11,955,674,729	667,794	67,800	116,008,236,458	100.00%	1,172,654,388	114,835,862,070	8,229,447	100%	794,548	9,023,995			
Subtotal Part II	587,213,300	3,368,284,231	3,955,501,531	3,675,568	47.81%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Grand Total	1,743,172,839	106,264,686,421	108,007,863,260	11,237,221	100.0%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			

Notes:
 Current Status (a-1) to (a-5): It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to any previous Replenishment will fulfill their obligations. Amounts have been calculated, for purposes of the voting rights adjustment, by multiplying the subscriptions and contributions up to and including the Third Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars of the weight and fitness in effect on January 1, 1960) by 1.20635 and adding thereto the dollar equivalents of the subscriptions and contributions under the Fourth through Twelfth Replenishments at the agreed exchange rates.

Allocation of Additional Votes with respect to Encashment: Subscription votes have been allocated on the imputed value of these contributions based on the related encashment schedule rather than the nominal amounts shown in contribution tables. For the Thirteenth Replenishment, this is included in column (b-1) for Part I countries, and for Part II countries in column (c-4).

Part II		Current Status (before IDA13)										Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Part II Voting Power					Additional Resources Provided under IDA13 in SDRs or Freely Convertible Currencies					Adjusted Voting power					Part II
Member	Subscriptions Carrying Votes (a-1)	Contributions (a-2)	Total Cumulative Resources (a-3)	Subscription Votes (a-4)	Total Voting Power % (a-5)	Subscription Carrying Votes (c-1)	Subscription Votes (c-2)	Membership Votes (c-3)	Total Voting Power % (c-4)	Subscription Carrying Votes (e-1)	Subscription Votes (e-2)	Contributions (e-3)	Total Additional Resources (e-4)	Subscription Votes (f-1)	Subscription Votes as % of part II (f-2)	Membership Votes (f-3)	Total Votes (f-4)	Total Voting Power % (f-5)	Member								
AFGHANISTAN	14,753,312	0	14,753,312	9,081	0.23%	19,155	768	2,600	0.23%	0	0	0	0	9,857	0.25%	30,600	40,457	0.23%	AFGHANISTAN								
ALBANIA	340,624	0	340,624	4,745	0.19%	4,745	190	2,600	0.19%	0	0	0	0	2,442	0.06%	30,600	33,042	0.19%	ALBANIA								
ALGERIA	5,978,747	0	5,978,747	75,652	0.40%	75,652	3,026	2,600	0.40%	0	0	0	0	38,929	0.97%	30,600	69,529	0.40%	ALGERIA								
ANGOLA	9,203,010	0	9,203,010	118,278	0.53%	118,278	4,731	2,600	0.53%	0	0	0	0	109,864	1.52%	30,600	91,464	0.53%	ANGOLA								
ARGENTINA	27,346,945	99,516,968	127,063,913	183,272	1.35%	388,170	15,447	2,600	1.35%	11,119	445	6,258,614	6,655,933	199,163	4.79%	30,600	229,763	1.35%	ARGENTINA								
ARMENIA	617,913	0	617,913	8,324	0.20%	8,324	333	2,600	0.20%	0	0	0	0	4,283	0.11%	30,600	34,883	0.20%	ARMENIA								
AZERBAIJAN	1,055,684	0	1,055,684	6,627	0.20%	13,963	559	2,600	0.20%	0	0	0	0	7,165	0.18%	30,600	37,765	0.22%	AZERBAIJAN								
BAHAMAS, THE	552,867	0	552,867	3,223	0.20%	7,006	280	2,600	0.20%	2,116	85	1,181,336	1,200,459	3,690	0.09%	30,600	34,290	0.20%	BAHAMAS, THE								
BANGLADESH	7,848,121	0	7,848,121	47,906	0.48%	100,942	4,038	2,600	0.48%	0	0	0	0	51,944	1.30%	30,600	82,544	0.48%	BANGLADESH								
BARBADOS	438,251	195,426	633,677	2,696	0.19%	5,881	227	2,600	0.19%	463	19	260,624	266,759	2,942	0.07%	30,600	33,542	0.19%	BARBADOS								
BELIZE	298,219	0	298,219	1,960	0.19%	4,130	165	2,600	0.19%	0	0	0	0	2,125	0.05%	30,600	32,725	0.19%	BELIZE								
BENIN	141,668	0	141,668	4,533	0.21%	9,162	390	2,600	0.21%	0	0	0	0	5,023	0.13%	30,600	35,623	0.21%	BENIN								
BHUTAN	177,700	0	177,700	653	0.16%	1,341	54	2,600	0.16%	0	0	0	0	10,990	0.02%	30,600	31,290	0.16%	BHUTAN								
BOLIVIA	1,548,825	0	1,548,825	9,524	0.24%	20,125	869	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,990	0.02%	30,600	31,290	0.16%	BOLIVIA								
BOSSNIA & HERZEGOVINA	10,074,039	0	10,074,039	6,856	0.22%	14,625	581	2,600	0.22%	0	0	0	0	7,477	0.19%	30,600	38,077	0.22%	BOSSNIA & HERZEGOVINA								
BOTSWANA	241,421	1,522,810	1,764,231	1,748	0.19%	3,675	147	2,600	0.19%	143,531	5,741	86,791,511	81,364,417	1,895	0.05%	30,600	32,495	0.19%	BOTSWANA								
BRAZIL	28,370,904	341,555,404	369,926,308	203,776	1.46%	429,375	17,175	2,600	1.45%	0	0	0	0	228,692	5.65%	30,600	257,292	1.46%	BRAZIL								
BURKINA FASO	733,873	0	733,873	4,633	0.21%	9,750	390	2,600	0.21%	0	0	0	0	5,023	0.13%	30,600	35,623	0.21%	BURKINA FASO								
BURUNDI	1,112,758	0	1,112,758	6,528	0.22%	14,600	584	2,600	0.22%	0	0	0	0	7,512	0.19%	30,600	38,112	0.22%	BURUNDI								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600	0.24%	0	0	0	0	10,068	0.25%	30,600	40,668	0.23%	CAMBODIA								
CAMBODIA	1,483,123	0	1,483,123	9,285	0.22%	19,675	783	2,600</																			

Part II		Current Status (before IDA13)										Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Part II Voting Power										Additional Resources Provided under IDA13 in SDRs or Freely Convertible Currencies										Adjusted Voting power										Part II
Member	Subscriptions Carrying Votes (e-1)	Contributions (e-2)	Total Cumulative Resources (e-3)	Subscription Votes (e-4)	Total Voting Power % (e-5)	Subscription Carrying Votes (e-1)	Subscription Votes (e-2)	Membership (e-3)	Total Voting Power % (e-4)	Additional Resources (e-1)	Subscription Votes (e-2)	Contributions (e-3)	Total Additional Resources (e-4)	Subscription Votes (e-5)	as % of part II (e-2)	Membership Votes (e-3)	Total Votes (e-4)	Total Voting Power % (e-5)	Member	Subscriptions Carrying Votes (e-1)	Contributions (e-2)	Total Additional Resources (e-4)	Subscription Votes (e-5)	as % of part II (e-2)	Membership Votes (e-3)	Total Votes (e-4)	Total Voting Power % (e-5)	Member														
																													Member													
HAITI	1,112,758	0	1,112,758	6,528	0.22%	14,600	584	2,600	0.22%	0	0	0	0	7,512	0.19%	30,600	38,112	0.22%	HAITI	1,112,758	0	1,112,758	6,528	0.22%	14,600	584	2,600	0.22%	0	0	0	0	7,512	0.19%	30,600	38,112	0.22%	HAITI				
HONDURAS	11,451,266	0	11,451,266	2,831	0.19%	5,975	239	2,600	0.19%	0	0	0	0	3,070	0.08%	30,600	109,301	0.65%	HONDURAS	11,451,266	0	11,451,266	2,831	0.19%	5,975	239	2,600	0.19%	0	0	0	0	3,070	0.08%	30,600	109,301	0.65%	HONDURAS				
HUNGARY	59,624,806	54,904,827	114,529,633	72,075	0.63%	151,875	6,075	2,600	0.63%	13,781	551	7,757,210	7,823,027	422,799	10.54%	30,600	433,389	2.62%	HUNGARY	59,624,806	54,904,827	114,529,633	72,075	0.63%	151,875	6,075	2,600	0.63%	13,781	551	7,757,210	7,823,027	422,799	10.54%	30,600	433,389	2.62%	HUNGARY				
INDIA	16,186,573	0	16,186,573	98,646	0.80%	207,650	8,314	2,600	0.80%	0	0	0	0	106,990	0.79%	30,600	157,569	0.79%	INDIA	16,186,573	0	16,186,573	98,646	0.80%	207,650	8,314	2,600	0.80%	0	0	0	0	106,990	0.79%	30,600	157,569	0.79%	INDIA				
INDONESIA	6,623,915	0	6,623,915	40,470	0.43%	85,275	3,411	2,600	0.43%	0	0	0	0	43,881	1.09%	30,600	74,811	0.43%	INDONESIA	6,623,915	0	6,623,915	40,470	0.43%	85,275	3,411	2,600	0.43%	0	0	0	0	43,881	1.09%	30,600	74,811	0.43%	INDONESIA				
IRAQ	1,112,758	0	1,112,758	6,528	0.22%	14,600	584	2,600	0.22%	0	0	0	0	7,512	0.19%	30,600	38,112	0.22%	IRAQ	1,112,758	0	1,112,758	6,528	0.22%	14,600	584	2,600	0.22%	0	0	0	0	7,512	0.19%	30,600	38,112	0.22%	IRAQ				
ISRAEL	2,482,165	15,102,877	17,585,042	16,540	0.28%	34,850	1,394	2,600	0.28%	23,583	944	13,279,986	13,338,429	18,878	0.47%	30,600	48,478	0.29%	ISRAEL	2,482,165	15,102,877	17,585,042	16,540	0.28%	34,850	1,394	2,600	0.28%	23,583	944	13,279,986	13,338,429	18,878	0.47%	30,600	48,478	0.29%	ISRAEL				
JORDAN	441,266	0	441,266	2,831	0.19%	5,975	239	2,600	0.19%	0	0	0	0	3,070	0.08%	30,600	33,670	0.19%	JORDAN	441,266	0	441,266	2,831	0.19%	5,975	239	2,600	0.19%	0	0	0	0	3,070	0.08%	30,600	33,670	0.19%	JORDAN				
KAZAKHSTAN	2,236,811	0	2,236,811	13,825	0.26%	29,125	1,165	2,600	0.26%	0	0	0	0	14,900	0.37%	30,600	45,590	0.26%	KAZAKHSTAN	2,236,811	0	2,236,811	13,825	0.26%	29,125	1,165	2,600	0.26%	0	0	0	0	14,900	0.37%	30,600	45,590	0.26%	KAZAKHSTAN				
KENYA	2,463,770	0	2,463,770	15,080	0.27%	31,775	1,271	2,600	0.27%	0	0	0	0	16,351	0.41%	30,600	46,561	0.27%	KENYA	2,463,770	0	2,463,770	15,080	0.27%	31,775	1,271	2,600	0.27%	0	0	0	0	16,351	0.41%	30,600	46,561	0.27%	KENYA				
KIRIBATI	82,345	0	82,345	423	0.44%	89,065	3,652	2,600	0.44%	215,098	8,804	12,107,557	12,139,705	54,433	1.38%	30,600	85,833	0.48%	KIRIBATI	82,345	0	82,345	423	0.44%	89,065	3,652	2,600	0.44%	215,098	8,804	12,107,557	12,139,705	54,433	1.38%	30,600	85,833	0.48%	KIRIBATI				
KOREA	2,566,413	338,171,520	340,737,933	42,285	0.40%	7,925	309	2,600	0.40%	0	0	0	0	4,074	0.10%	30,600	34,674	0.20%	KOREA	2,566,413	338,171,520	340,737,933	42,285	0.40%	7,925	309	2,600	0.40%	0	0	0	0	4,074	0.10%	30,600	34,674	0.20%	KOREA				
KYRGYZ REPUBLIC	588,338	0	588,338	3,257	0.20%	7,925	309	2,600	0.20%	0	0	0	0	5,023	0.13%	30,600	35,623	0.21%	KYRGYZ REPUBLIC	588,338	0	588,338	3,257	0.20%	7,925	309	2,600	0.20%	0	0	0	0	5,023	0.13%	30,600	35,623	0.21%	KYRGYZ REPUBLIC				
LAO PEOPLES DEM. REP.	733,873	0	733,873	4,633	0.21%	9,750	389	2,600	0.21%	0	0	0	0	5,023	0.13%	30,600	35,623	0.21%	LAO PEOPLES DEM. REP.	733,873	0	733,873	4,633	0.21%	9,750	389	2,600	0.21%	0	0	0	0	5,023	0.13%	30,600	35,623	0.21%	LAO PEOPLES DEM. REP.				
LATVIA	836,511	0	836,511	5,277	0.21%	11,125	445	2,600	0.21%	0	0	0	0	5,722	0.14%	30,600	36,322	0.21%	LATVIA	836,511	0	836,511	5,277	0.21%	11,125	445	2,600	0.21%	0	0	0	0	5,722	0.14%	30,600	36,322	0.21%	LATVIA				
LEBANON	661,897	0	661,897	4,231	0.20%	8,925	337	2,600	0.20%	0	0	0	0	4,988	0.11%	30,600	35,588	0.20%	LEBANON	661,897	0	661,897	4,231	0.20%	8,925	337	2,600	0.20%	0	0	0	0	4,988	0.11%	30,600	35,588	0.20%	LEBANON				
LESOTHO	238,388	0	238,388	1,627	0.19%	3,425	137	2,600	0.19%	0	0	0	0	1,764	0.04%	30,600	32,364	0.19%	LESOTHO	238,388	0	238,388	1,627	0.19%	3,425	137	2,600	0.19%	0	0	0	0	1,764	0.04%	30,600	32,364	0.19%	LESOTHO				
LIBERIA	1,112,758	0	1,112,758	6,528	0.22%	14,600	584	2,600	0.22%	0	0	0	0	7,512	0.19%	30,600	38,112	0.22%	LIBERIA	1,112,758	0	1,112,758	6,528	0.22%	14,600	584	2,600	0.22%	0	0	0	0	7,512	0.19%	30,600	38,112	0.22%	LIBERIA				
LIBYA	1,475,297	0	1,475,297	9,090	0.23%	19,150	766	2,600	0.23%	0	0	0	0	9,686	0.25%	30,600	40,466	0.23%	LIBYA	1,475,297	0	1,475,297	9,090	0.23%	19,150	766	2,600	0.23%	0	0	0	0	9,686	0.25%	30,600	40,466	0.23%	LIBYA				
MACEDONIA, FYR	4,435,377	0	4,435,377	3,146	0.20%	6,625	265	2,600	0.20%	0	0	0	0	3,411	0.09%	30,600	34,011	0.20%	MACEDONIA, FYR	4,435,377	0	4,435,377	3,146	0.20%	6,625	265	2,600	0.20%	0	0	0	0	3,411	0.09%	30,600	34,011	0.20%	MACEDONIA, FYR				
MADAGASCAR	1,476,192	0	1,476,192	9,090	0.23%	19,150	766	2,600	0.23%	0	0	0	0	9,686	0.25%	30,600	40,466	0.23%	MADAGASCAR	1,476,192	0	1,476,192	9,090	0.23%	19,150	766	2,600	0.23%	0	0	0	0	9,686	0.25%	30,600	40,466	0.23%	MADAGASCAR				
MALAWI	1,112,758	0	1,112,758	6,528	0.22%	14,600	584	2,600	0.22%	0	0	0	0	7,512	0.19%	30,600	38,112	0.22%	MALAWI	1,112,758	0	1,112,758	6,528	0.22%	14,600	584	2,600	0.22%	0	0	0	0	7,512	0.19%	30,600	38,112	0.22%	MALAWI				
MALAYSIA	3,677,880	0	3,677,880	22,516	0.32%	47,450	1,868	2,600	0.32%	0	0	0	0	24,414	0.61%	30,600	55,014	0.32%	MALAYSIA	3,677,880	0	3,677,880	22,516	0.32%	47,450	1,868	2,600	0.32%	0	0	0	0	24,414	0.61%	30,600	55,014	0.32%	MALAYSIA				
MALDIVES	48,567	0	48,567	461	0.18%	975	39	2,600	0.18%	0	0	0	0	500	0.01%	30,600	31,100	0.18%	MALDIVES	48,567	0	48,567	461	0.18%	975	39	2,600	0.18%	0	0	0	0	500	0.01%	30,600	31,100	0.18%	MALDIVES				
MALI	1,272,655	0	1,272,655	7,888	0.23%	16,625	665	2,600	0.23%	0	0	0	0	8,653	0.21%	30,600	39,453	0.23%	MALI	1,272,655	0	1,272,655	7,888	0.23%	16,625	665	2,600	0.23%	0	0	0	0	8,653	0.21%	30,600	39,453	0.23%	MALI				
MARSHALL ISLANDS	19,628	0	19,628	423	0.16%	600	24	2,600	0.16%	0	0	0	0	314	0.10%	30,600	30,914	0.16%	MARSHALL ISLANDS	19,628	0	19,628	423	0.16%	600	24	2,600	0.16%	0	0	0	0	314	0.10%	30,600	30,914	0.16%	MARSHALL ISLANDS				
MARSHALL ISLANDS	733,873	0	733,873	4,633	0.21%	9,750	389	2,600	0.21%	0	0	0	0	5,023	0.13%	30,600	35,623	0.21%	MARSHALL ISLANDS	733,873	0	733,873	4,633	0.21%	9,750	389	2,600	0.21%	0	0	0	0	5,023	0.13%	30,600	35,623	0.21%	MARSHALL ISLANDS				
MARSHALL ISLANDS	1,268,847	35,560	1,304,407	7,878	0.23%	16,575	653	2,600	0.23%	11,465	469	6,463,325	6,463,325	8,653	0.21%	30,600	136,248	0.23%	MARSHALL ISLANDS	1,268,847	35,560	1,304,407	7,878	0.23%	16,575	653	2,600	0.23%	11,465	469	6,463,325	6,463,325	8,653	0.21%	30,600	136,248	0.23%	MARSHALL ISLANDS				
MEXICO	13,963,133	148,193,714	162,156,847	97,012	0.19%	204,425	8,177	2,600	0.19%	0	0	0	0	105,646	2.63%	30,600	136,248	0.19%	MEXICO	13,963,133	148,193,714	162,156,8																				

Part II Member	Current Status (before IDA13)					Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Part II Voting Power					Additional Resources Provided under IDA13 in SDRs or Freely Convertible Currencies					Adjusted Voting Power					Part II Member
	Subscriptions Carrying Votes (a-1)	Contributions (a-2)	Total Cumulative Resources (a-3)	Subscription Votes (a-4)	Total Voting Power % (a-5)	Subscription Carrying Votes (c-1)	Subscription Votes (c-2)	Membership Votes (c-3)	Total Voting Power % (c-4)	Subscription Carrying Votes (e-1)	Subscription Votes (e-2)	Contributions (e-3)	Total Additional Resources (e-4)	Subscription Votes			Total Voting Power % (e-5)				
														Subscription Votes (f-1)	as % of part II Membership Votes (f-2)	Membership Votes (f-3)					
SINGAPORE	493,858	0	493,858	2,944	0.19%	6,200	248	2,600	0.20%	66,222	2,649	37,275,180	37,347,601	5,841	0.15%	29,700	36,441	0.21%			
SLOVAK REPUBLIC	2,697,582	10,232,960	12,930,542	17,407	0.29%	36,675	1,467	2,600	0.23%	3,057	122	1,720,940	1,760,673	18,996	0.47%	30,600	49,596	0.29%			
SLOVENIA	12,973,937	0	12,973,937	8,824	0.23%	18,600	744	2,600	0.23%	0	0	0	0	9,568	0.24%	30,600	40,168	0.23%			
SOLOMON ISLANDS	135,155	0	135,155	965	0.18%	2,000	80	2,600	0.18%	0	0	0	0	1,035	0.03%	30,600	31,635	0.18%			
SOMALIA	1,112,758	0	1,112,758	6,928	0.22%	14,800	584	2,600	0.22%	0	0	0	0	7,512	0.19%	30,600	38,112	0.22%			
SRILANKA	4,421,652	0	4,421,652	27,041	0.35%	56,975	2,279	2,600	0.35%	0	0	0	0	29,320	0.73%	30,600	59,920	0.35%			
ST. KITTS & NEVIS	194,650	0	194,650	1,349	0.18%	2,850	114	2,600	0.18%	0	0	0	0	1,469	0.04%	30,600	32,069	0.18%			
ST. LUCIA	229,507	0	229,507	1,523	0.19%	3,200	128	2,600	0.19%	0	0	0	0	1,654	0.04%	30,600	32,254	0.19%			
ST. VINCENT & GRENADINES	108,977	0	108,977	818	0.18%	1,725	69	2,600	0.18%	0	0	0	0	887	0.02%	30,600	31,487	0.18%			
SUDAN	1,475,287	0	1,475,287	9,090	0.23%	18,150	766	2,600	0.23%	0	0	0	0	9,856	0.25%	30,600	40,456	0.23%			
SWAZILAND	471,751	0	471,751	3,052	0.20%	6,425	257	2,600	0.20%	0	0	0	0	3,309	0.08%	30,600	33,909	0.20%			
SYRIAN ARAB REP.	1,388,949	0	1,388,949	8,591	0.23%	18,100	724	2,600	0.23%	0	0	0	0	9,915	0.23%	30,600	39,915	0.23%			
TAJIKISTAN	545,046	0	545,046	3,507	0.20%	7,400	296	2,600	0.20%	0	0	0	0	3,803	0.09%	30,600	34,403	0.20%			
TANZANIA	2,453,770	0	2,453,770	15,080	0.27%	31,775	1,271	2,600	0.27%	0	0	0	0	16,351	0.41%	30,600	46,951	0.27%			
THAILAND	4,421,153	0	4,421,153	27,041	0.35%	56,975	2,279	2,600	0.35%	0	0	0	0	29,320	0.73%	30,600	59,920	0.35%			
THAILAND	4,421,153	0	4,421,153	27,041	0.35%	56,975	2,279	2,600	0.35%	0	0	0	0	29,320	0.73%	30,600	59,920	0.35%			
TOGO	1,112,758	0	1,112,758	6,928	0.22%	14,800	584	2,600	0.22%	0	0	0	0	7,512	0.19%	30,600	38,112	0.22%			
TONGA	108,977	0	108,977	818	0.18%	1,725	69	2,600	0.18%	0	0	0	0	887	0.02%	30,600	31,487	0.18%			
TRINIDAD & TOBAGO	1,979,653	0	1,979,653	12,174	0.25%	24,325	1,026	2,600	0.25%	0	0	0	0	13,800	0.33%	30,600	44,300	0.25%			
TUNISIA	2,207,786	0	2,207,786	13,630	0.25%	28,725	1,149	2,600	0.25%	0	0	0	0	14,779	0.37%	30,600	45,379	0.25%			
TURKEY	8,616,072	108,401,252	117,017,324	61,998	0.57%	130,625	5,225	2,600	0.57%	19,899	800	11,257,326	11,407,950	68,023	1.70%	30,600	98,623	0.57%			
UGANDA	2,453,770	0	2,453,770	15,080	0.27%	31,775	1,271	2,600	0.27%	0	0	0	0	16,351	0.41%	30,600	46,951	0.27%			
UKRAINE	9,155,366	0	9,155,366	54,227	0.52%	114,250	4,570	2,600	0.52%	0	0	0	0	58,797	1.47%	29,700	89,397	0.52%			
UZBEKISTAN	1,799,525	0	1,799,525	11,164	0.25%	23,525	941	2,600	0.25%	0	0	0	0	12,105	0.30%	30,600	42,705	0.25%			
VANUATU	281,651	0	281,651	1,873	0.19%	3,950	158	2,600	0.19%	0	0	0	0	2,031	0.05%	30,600	32,631	0.19%			
VENEZUELA	17,558,930	6,016,434	23,575,364	108,541	0.86%	228,700	9,148	2,600	0.86%	6,891	268	3,766,138	4,001,529	117,557	2.94%	30,600	148,557	0.86%			
VIETNAM	2,207,786	0	2,207,786	13,630	0.25%	28,725	1,149	2,600	0.25%	0	0	0	0	14,779	0.37%	30,600	45,379	0.25%			
YEMEN, REPUBLIC OF	2,346,589	0	2,346,589	15,716	0.28%	27,550	1,102	2,600	0.28%	0	0	0	0	14,169	0.36%	30,600	44,169	0.28%			
YUGOSLAVIA, FED. REP. OF	28,498,817	0	28,498,817	19,732	0.33%	41,925	1,683	2,600	0.33%	0	0	0	0	21,017	0.53%	30,600	52,017	0.33%			
ZAMBIA	3,926,854	0	3,926,854	24,088	0.33%	49,125	2,061	2,600	0.33%	0	0	0	0	25,130	0.65%	30,600	56,730	0.33%			
ZIMBABWE	6,007,570	0	6,007,570	36,597	0.41%	71,125	3,085	2,600	0.41%	0	0	0	0	39,882	0.99%	30,600	70,982	0.41%			
Subtotal Part II	587,213,300	3,348,248,231	3,935,561,531	3,875,548	47.81%	7,744,873	309,717	384,000	47.82%	627,124	25,086	352,999,424	356,950,735	4,010,441	100%	4,260,400	8,294,441	47.89%			
Subtotal Part I	1,155,929,538	102,898,402,190	1,04,052,361,729	7,361,853	52.19%									8,229,447	100%	784,548	9,023,895	52.11%			
Grand Total	1,743,142,838	106,246,650,421	108,007,853,260	11,237,221	100.00%									12,239,888	100%	5,074,948	17,318,436	100.00%			

Notes:
Current Status (a-1) to (a-5): It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to any previous Replenishment will fulfill their obligations. Amounts have been calculated, for purposes of the voting rights adjustment, by multiplying the subscriptions and contributions up to and including the Third Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars of the weight and fineness in effect on January 1, 1960) by 1.26635 and adding thereto the dollar equivalents of the subscriptions and contributions under the Fourth through Twelfth Replenishments at the agreed exchange rates.
Allocation of Additional Votes with respect to Encashment: Subscription votes have been allocated on the imputed value of these contributions based on the related encashment schedule rather than the nominal amounts shown in contribution tables. For the Thirteenth Replenishment, this is included in column (b-1) for Part I countries, and for Part II countries in column (c-4).
Additional Resources Provided under IDA13 in SDRs or Freely Convertible Currencies: The amounts shown in column (e-4) represent the additional resources provided under the Thirteenth Replenishment by Part II members in SDRs or freely convertible currencies, as set out in Table 1. The U.S. Dollar equivalent has been obtained by converting the SDR amount using the average exchange rates for the period April 1 to September 30, 2001 (1.26502). These amounts are divided into subscriptions carrying votes (columns (c-1) and (e-1)) and contributions (column (e-3)).

RESOLUTION No 2002-005
adoptée par le Conseil d'administration
de la Banque Mondiale
(19.12.2002)

RESOLUTION No. 2002-0005

**GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY TRUST FUND:
THIRD REPLENISHMENT OF RESOURCES**

WHEREAS:

(A) The participants contributing to the Global Environment Facility Trust Fund („the GEF Trust Fund“), (jointly, „the Contributing Participants,“ each „a Contributing Participant“) having considered the prospective financial requirements of the GEF Trust Fund, have concluded that additional resources should be made available to the GEF Trust Fund for new financing commitments for the period from July 1, 2002 to June 30, 2006 (the „Third Replenishment“) and have agreed to ask their legislatures, where necessary, to authorize and approve the allocation of additional resources to the GEF Trust Fund in the amounts set out in Attachment 1 and according to the provisions set forth herein;

(B) The Council of the Global Environment Facility (the „GEF“ or „Facility“) (the „Council“) having considered the Summary of The Negotiations on the Third Replenishment, including the policy recommendations made on the basis of the Second Overall Performance Study of the GEF, other reports emanating from the GEF monitoring and evaluation program during the prior replenishment period, and the views and proposals of the Participants, has requested the Executive Directors of the International Bank for Reconstruction and Development (the „World Bank“) to authorize the World Bank as Trustee of the GEF Trust Fund to hold in trust and manage the resources made available for the Third Replenishment;

(C) It is desirable to administer any remaining funds from the second replenishment of the GEF Trust Fund authorized by the Instrument for the Establishment of the Restructured Global Environment Facility (the „Instrument“) and approved by Resolution No. 98-2 of the World Bank, adopted on July 14, 1998 (the „Second Replenishment“), as part of this Third Replenishment;

(D) The World Bank, as provided for in Paragraph 8 and Annex B of the Instrument (adopted on May 24, 1994, pursuant to Resolution No. 94-2 of the Executive Directors of the World Bank), is Trustee of the GEF Trust Fund and, in that capacity, will hold in trust and manage the resources made available for the Third Replenishment.

NOW THEREFORE the Executive Directors of the World Bank hereby note with approval the replenishment of the GEF Trust Fund in the amounts and on the basis set forth herein and authorize the World Bank as Trustee of the GEF Trust Fund (the „Trustee“) to manage the resources made available for the Third Replenishment as follows:

Contributions

1. The Trustee is authorized to accept contributions to the GEF Trust Fund; (a) by way of grant from each Contributing Participant in the GEF Trust Fund in the amount specified for each Contributing Participant in Attachment 1; and (b) otherwise as provided herein.

Instruments of Commitment

2. (a) Contributing Participants to the Third Replenishment shall deposit with the Trustee an instrument of commitment substantially in the form set out in Attachment 2 („Instrument of Commitment“), subject to sub-paragraph 2(b).

(b) When a Contributing Participant agrees to pay a part of its contribution without qualification and the remainder is subject to enactment by its legislature of the necessary appropriation legislation, it

shall deposit a qualified instrument of commitment in a form acceptable to the Trustee („Qualified Instrument of Commitment“); such Contributing Participant undertakes to exercise its best efforts to obtain legislative approval for the installment amounts of its contribution by the payment dates set out in sub-paragraph 3(a) below.

(c) At every Council meeting, the Trustee will inform the Council of the status of Instruments of Commitment and Qualified Instruments of Commitment deposited with the Trustee.

Payments

3. (a) Contributions to the GEF Trust Fund under sub-paragraph 1(a) that a Contributing Participant agrees to pay without qualification shall be paid to the Trustee in four equal installments by November 30, 2002, November 30, 2003, November 30, 2004 and November 30, 2005, except as indicated in footnote *f* to Attachment 1, provided that:

- (i) The Trustee and a Contributing Participant may agree to earlier payment;
- (ii) If the Third Replenishment shall not have become effective (as described in sub-paragraph 6(a) below) by October 31, 2002, payment of any installment which would otherwise have been due prior to the Effective Date (as defined in sub-paragraph 6(a) below) shall become due thirty (30) days after the Effective Date;
- (iii) Upon the written request of a Contributing Participant, the Trustee may agree to allow such Contributing Participant to postpone the payment of any installment, or part thereof, up to, but not beyond, June 30 of the calendar year following the year in which such installment is due. Payments made pursuant to any such agreement with the Trustee shall constitute timely payments; and
- (iv) If any Contributing Participant shall deposit an Instrument of Commitment with the Trustee after the date on which any installment of the contribution is due, payment of any such installment(s) shall be made to the Trustee within thirty (30) days after the date of deposit of such Instrument.

(b) Contributions to the GEF Trust Fund under sub-paragraph 1(a) that a Contributing Participant agrees to make pursuant to a Qualified Instrument of Commitment shall be paid to the Trustee as follows:

- (i) If any Contributing Participant deposits a Qualified Instrument of Commitment with the Trustee after the date on which any installment of the contribution would have been due under sub-paragraph 3(a) if the Contributing Participant had deposited an unqualified Instrument of Commitment, payment of any such installment(s), or part thereof, shall be made to the Trustee within thirty (30) days after the date of deposit of such Instrument to the extent that such Instrument has been unqualified.
- (ii) If any Contributing Participant that has deposited a Qualified Instrument of Commitment, thereafter notifies the Trustee that an installment, or part thereof, is unqualified after the date when such installment would have been due under sub-paragraph 3(a) if the Contributing Participant had deposited an unqualified Instrument of Commitment, payment of such installment, or part thereof, shall be made within thirty (30) days of such notification.

(c) Payments under sub-paragraph 1(a) shall be made, at the option of each Contributing Participant, i) in cash or ii) through the deposit of notes or similar obligations (such as letters of credit) issued by the government of the Contributing Participant or the depository designated by the Contributing Participant, which shall be non-negotiable, non-interest bearing, and payable at their par value on demand to the account of the Trustee on the following terms:

- (i) Subject to sub-paragraph 3(a)(iii), payment in cash may be made on terms agreed between the Contributing Participant and the Trustee that shall be no less favorable to the GEF Trust Fund than payment made through the deposit of notes or similar obligations pursuant to sub-paragraph 3(c)(ii).
- (ii) The Trustee shall encash notes or similar obligations on an approximately pro rata basis among Contributing Participants, at reasonable intervals as needed for disbursement and

transfers referred to in paragraph 8, as determined by the Trustee. An indicative encashment schedule is set out in Attachment 3. At the written request of a Contributing Participant experiencing exceptionally difficult budgetary circumstances, the Trustee may permit postponement of encashment for i) up to two years in respect of a Contributing Participant that is also an eligible recipient under the GEF Trust Fund, and ii) up to forty five (45) days in respect of all other Contributing Participants.

- (iii) At the request of a Contributing Participant, the Trustee may agree to encash notes or similar obligations on a basis other than a pro rata basis; provided that, subject to sub-paragraph 3(c)(iv), the schedule of encashment agreed for such notes or obligations shall be no less favorable to the GEF Trust Fund than the schedule that would apply according to the pro rata basis provided for under sub-paragraph 3(c)(ii).
- (iv) If the sum total of a Contributing Participant's notes or similar obligations deposited with the Trustee is insufficient to meet the indicative encashment schedule referred to in sub-paragraph 3(c)(ii) (as such schedule may be amended from time to time), such Contributing Participant shall exercise its best efforts, subject to its domestic budgetary and legislative practices and requirements and any conditions indicated in footnote *f* to Attachment 1, to meet a schedule of encashment for the notes or similar obligations it thereafter deposits with the Trustee that would be no less favorable to the GEF Trust Fund than the schedule that would otherwise have applied according to the pro rata basis provided for under sub-paragraph 3(c)(ii).

(d) Sub-paragraph 3(c) does not apply to, or affect, the schedule for the payment of installments set out in sub-paragraph 3(a) or, in the case of a Contributing Participant that has deposited a Qualified Instrument of Commitment, the obligations undertaken pursuant to sub-paragraph 2(b). Further, nothing in sub-paragraph 3(c) authorizes the Trustee to increase a Contributing Participant's contribution or to impose financial penalties for any reason.

(e) Contributions to the GEF Trust Fund under sub-paragraph 1(b) shall be paid in accordance with the terms on which such contributions are accepted by the Trustee.

(f) The Trustee shall make regular reports to the Council on the status of Contributing Participants' contributions.

Timely Availability of Resources

4. (a) If (i) a Contributing Participant does not make payment in accordance with sub-paragraph 3(a) or 3(b); or (ii) a Contributing Participant that has deposited a Qualified Instrument of Commitment, is unable, despite its best efforts undertaken in accordance with sub-paragraph 2(b), to obtain legislative approval to unqualify a sufficient amount of its contribution to meet the payment dates set out in sub-paragraph 3(a), and such delay continues for thirty (30) days, the Trustee shall notify the Contributing Participant of the delay. In doing so, the Trustee shall request the Contributing Participant to make payment promptly, or, as appropriate, to exercise its best efforts to obtain legislative approval to unqualify sufficient funds to make payment promptly. The Trustee shall also remind the Contributing Participant of the obligations it will incur under the further requirements of this sub-paragraph if the delay persists. If payment has not been made thirty (30) days before the date of the Council meeting following the date on which the delay was incurred, the responsible Minister of the Contributing Participant concerned shall provide the Chief Executive Officer/Chairperson of the Facility (the „CEO“) with a written communication stating the reasons for the delay and the measures being taken to address it. The CEO shall forward any such communication to the Council, with a copy to the Trustee.

(b) As provided in sub-paragraph 25(c) of the Instrument, for the purpose of determining voting power in the event of a formal vote by the Council, a Contributing Participant's total contributions shall consist of the actual cumulative contributions made by a Contributing Participant to the GEF Trust Fund, including actual contributions made to the Third Replenishment, contributions made to the GET, and the grant equivalent of co-financing and parallel financing made under the GEF pilot program, or agreed with the Trustee before the effective date of the GEF Trust Fund.

Currency of Denomination and Payment

5. (a) Contributing Participants shall denominate their contributions in Special Drawing Rights („SDR“), or in a currency that is freely convertible, as determined by the Trustee, except that if a Contributing Participant’s economy experienced a rate of inflation in excess of ten per cent per annum on average in the period 1998 to 2000 as determined by the Trustee as of the date this Resolution is adopted, its contribution shall be denominated in SDR.

(b) Contributing Participants shall make payments in SDR, a currency used for the valuation of the SDR, or with the agreement of the Trustee, in another freely convertible currency. The Trustee may, in its discretion, freely exchange contributions received for any such currencies.

(c) Each Contributing Participant shall maintain, with respect to its currency paid to the Trustee and the currency of such Contributing Participant derived therefrom, the same convertibility as existed on the date on which this Resolution is adopted.

Effective Date

6. (a) The Third Replenishment shall become effective on the date when Contributing Participants whose contributions aggregate not less than SDR 1,086 million shall have deposited with the Trustee Instruments of Commitment or Qualified Instruments of Commitment (the „Effective Date“).

(b) The Trustee shall promptly notify all Contributing Participants when the Third Replenishment becomes effective.

(c) If the Third Replenishment does not become effective by March 31, 2003, the Trustee shall so inform the Contributing Participants and consult with them on possible steps to be taken to prevent any interruption of GEF financing. The Trustee, in collaboration with the CEO, will inform the Council of the results of such consultations, and seek the Council’s guidance on the steps to be taken, including as may be necessary, the convening of a meeting of the Contributing Participants.

Advance Contributions

7. (a) In order to avoid an interruption in the GEF’s ability to make financing commitments pending the effectiveness of the Third Replenishment, and if the Trustee shall have received Instruments of Commitment or Qualified Instruments of Commitment from Contributing Participants whose contributions aggregate not less than SDR 362 million, the Trustee may deem, prior to the Effective Date, one quarter of the total amount of each contribution for which an Instrument of Commitment or Qualified Instrument of Commitment has been deposited with the Trustee as an advance contribution, unless the Contributing Participant specifies otherwise in its Instrument of Commitment or Qualified Instrument of Commitment.

(b) The Trustee shall specify when advance contributions pursuant to sub-paragraph 7(a) above are to be paid to the Trustee.

(c) The terms and conditions applicable to contributions to the Third Replenishment shall apply also to advance contributions until the Effective Date, when such contributions shall be deemed to constitute payment towards the amount due from each Contributing Participant for its contribution.

Commitment or Transfer Authority

8. (a) Contributions shall become available for commitment by the Trustee, for disbursement or transfer as needed to cover the work program, the administrative budget of the GEF, and any other expenses approved by the Council under the Instrument, upon receipt of payment by the Trustee of the contributions set out in sub-paragraphs 1(a) and (b) except as provided in sub-paragraph 8(c) below.

(b) The Trustee shall promptly inform all Contributing Participants if a Contributing Participant that has deposited a Qualified Instrument of Commitment and whose contribution represents more than twenty (20) per cent of the total amount of the resources to be contributed pursuant to the Third Replenishment has not unqualified at least forty three (43) per cent of the total amount of its contribution by November 30, 2003, or thirty (30) days after the Effective Date, whichever is later, and at least sixty four and a half (64.5) per cent of the total amount of its contribution by November 30, 2004, or thirty (30) days after the Effective Date, whichever is later, and the total amount thereof by November 30, 2005, or thirty (30) days after the Effective Date, whichever is later. Further, the Trustee shall promptly inform all Contributing Participants if the conditions indicated in footnote *f* to Attachment 1 have not been met by November 30, 2005, or thirty (30) days after the Effective Date, whichever is later.

(c) Within forty five (45) days of the dispatch of notice by the Trustee under sub-paragraph 8(b) above, each Contributing Participant receiving such notice may notify the Trustee in writing that the commitment by the Trustee, of the second, third or fourth installment, whichever is applicable, of such Contributing Participant's contribution shall be deferred while, and to the extent that, any part of the contribution referred to in sub-paragraph 8(b) remains qualified or subject to the conditions indicated in footnote *f* to Attachment 1; during such period, the Trustee shall make no commitments in respect of the resources to which the notice pertains unless the right of the Contributing Participant is waived pursuant to sub-paragraph 8(d) below.

(d) The right of a Contributing Participant under sub-paragraph 8(c) above may be waived in writing, and it shall be deemed waived if the Trustee does not receive, within the period specified in sub-paragraph 8(c), a written notice informing the Trustee pursuant to such sub-paragraph that the Contributing Participant has decided to defer a portion of its contribution.

(e) The Trustee, in collaboration with the CEO, shall consult with the Contributing Participants and seek the Council's advice on possible steps to be taken where, in its judgment: (i) there is a substantial likelihood that the total amount of the contributions referred to in sub-paragraph 8(b) above shall not be committed to the Trustee without qualification by June 30, 2006, or (ii) as a result of Contributing Participants exercising their rights under sub-paragraph 8(c), the Trustee is, or may shortly be, precluded from entering into new commitments for disbursement or transfer.

(f) Commitment and transfer authority shall be increased by:

- (i) The income earned on the investment of resources held in the GEF Trust Fund pending disbursement or transfer by the Trustee; and
- (ii) Payments received by the Trustee as repayment, interest or charges on loans made by the GEF Trust Fund.

(g) The Trustee may enter into agreements to provide financing from the GEF Trust Fund, conditional on the commitment of such financing becoming effective and binding on the GEF Trust Fund when resources become available for commitment by the Trustee.

Administration of the Second Replenishment Fund

9. As of the Effective Date, any funds, receipts, assets and liabilities held by the Trustee under the Second Replenishment will be administered under the Third Replenishment.

*

ATTACHMENT 1

**GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY TRUST FUND
THIRD REPLENISHMENT OF RESOURCES**

Contributions (in millions)

Contributing Participants	Calculated Basic Contributions		Supplemental Contributions		GEF-3 Total Contributions		
	(%)	SDR	SDR		%	SDR	National Currency g/
Australia	1.46%	27.60			1.46%	27.60	68.16
Austria	0.90%	17.01	0.69	a/	0.94%	17.70	24.38
Belgium	1.55%	29.30	3.67	a/	1.74%	32.97	41.98
Canada	4.28%	80.91			4.28%	80.91	158.94
China	–	4.00 b/	4.44	a/ d/	0.45%	8.44	78.71
Cote d'Ivoire	–	4.00 b/			0.21%	4.00	3,758.86
Czech Republic	–	4.00 b/	0.50	a/	0.24%	4.50	194.36
Denmark	1.30%	24.58	3.37		1.48%	27.95	298.18 a/
Finland	1.00%	18.91	2.03		1.11%	20.94	30.00 a/
France	6.81%	128.84 a/			6.81%	128.84	164.00
Germany	11.00%	207.96	23.66 l/		12.25%	231.62	331.82
Greece	0.05%	0.95	3.55	a/ c/	0.24%	4.50	5.73
India	–	4.00 b/	3.99	a/ d/	0.42%	7.99	426.39
Ireland	0.11%	2.08	2.42	a/ c/	0.24%	4.50	5.73
Italy	4.39%	82.99		h/	4.39%	82.99	118.90
Japan	17.63%	333.41 a/			17.63%	333.41	48,754.33
Korea	0.23%	4.35			0.23%	4.35	7,142.95 a/
Luxembourg	0.05%	0.95	3.05	c/	0.21%	4.00	5.73
Mexico	–	4.00 b/			0.21%	4.00	4.00 a/
Netherlands	3.30%	62.39			3.30%	62.39	89.38 k/
New Zealand	0.12%	2.27	1.73	c/	0.21%	4.00	12.13
Nigeria	–	4.00 b/	0.50	a/	0.24%	4.50	4.00
Norway	1.06%	19.96			1.06%	19.96	228.32
Pakistan	–	4.00 b/			0.21%	4.00	320.63
Portugal	0.12%	2.27	1.73	c/	0.21%	4.00	5.73
Slovenia	–	1.00	0.13	a/	0.06%	1.13	313.94
Spain	0.80%	15.12			0.80%	15.12	21.67
Sweden	2.62%	49.53	7.45		3.01%	56.98	764.67
Switzerland	2.43%	45.94			2.43%	45.94	99.07
Turkey	–	4.00 b/			0.21%	4.00	4.00
United Kingdom	6.92%	130.82 a/	19.09	a/	7.93%	149.91	117.83
United States	20.86%	394.36			20.86%	394.36	500.00 f/
1. New Funding from Donors	88.99% **	1,715.50	82.00		95.08%	1,797.50	
2. Supplemental Contributions including Credits			12.50	a/ k/	0.66%	12.50	
3. Investment income e/						105.00	
4. Carryover of GEF Resources j/						450.00	
Total Projected Resources to Cover GEF-3 Work Program (1+2+3+4)						2,3650.00	

** GEF basic shares, which are originally derived from the GEF-1 and were largely maintained in the GEF-2, do not add up to 100%.

a/ Contributing Participants have the option of taking a discount or credit for acceleration of encashment and; (i) including such credit as part of their basic share; (ii) counting such credit as a supplemental contribution; or (iii) taking such discount against the national currency contribution. France and Japan have opted to include the credit for accelerated encashment in their basic share. The United Kingdom has chosen to accelerate encashment of its basic and supplemental contributions. A credit for accelerated encashment is thus included in its basic share and its supplemental contribution. Austria, Belgium, China, Czech Republic, Greece, India, Ireland, Nigeria and Slovenia have opted to include the credit for accelerated encashment as a supplemental contribution. Denmark, Finland, Korea and Mexico have opted to take a discount against their national currency contribution. Canada chose to accelerate encashment of its contribution but not to take either a discount or a credit.

b/ Represents the agreed minimum contribution level to the GEF-3.

c/ These Contributing Participants have agreed to adjust their contributions upward to the agreed minimum contribution level of SDR 4 million.

d/ China and India have indicated that they would contribute more than the agreed minimum contribution level of SDR 4 million.

e/ Represents projected investment income expected to be earned on resources projected to be held in the GEF Trust Fund over the GEF-3 commitment period (FY03 through FY06).

f/ In addition to four annual installments of USD 107.5 million, the United States will provide USD 70 million in the final year of the replenishment upon achievement of the performance measures outlined in Schedule 1 to this Table. The achievement of such measures will be determined by the Council on the basis of verification by the Independent Monitoring and Evaluation Unit, and taking into account any unforeseen events or circumstances that may prevent their achievement.

g/ Calculated by converting the SDR amount to the national currency using an average daily exchange rate over the period from May 15, 2001 to Nov 15, 2001 as agreed by the Contributing Participants at the May 7, 2001, GEF-3 replenishment meeting.

h/ For his Contributing Participant, acceleration of encashment is under consideration.

j/ Represents the amount carried over to the GEF-3 pursuant to paragraph 9 of Resolution No 2002-0005, valued on the basis of June 30, 2002 exchange rates.

k/ Represents a credit from acceleration from Canada in the amount of SDR 10.13 million and a supplemental contribution from The Netherlands in the amount of SDR 2.37 million, bringing The Netherlands' total national currency contribution to EUR 92.76 million.

l/ Germany's supplemental contribution of SDR 23.66 million was confirmed at the meeting of the Executive Directors of the World Bank on December 19, 2002. The total size of the Third Replenishment is USD 3 billion.

Schedule 1 to Attachment 1

Performance measures to be achieved by Fall 2004 (as determined by the Council on the basis of verification by the Independent Monitoring and Evaluation Unit, and taking into account any unforeseen events or circumstances that may prevent their achievement):

- *Performance-Based Allocation System:* The GEF will have in place an operational performance-based allocation system, as agreed in the GEF-3 replenishment report.
- *Persistent Organic Pollutants:* No less than 50 countries will be provided assistance to prepare national implementation plans that include an inventory of POPS stockpiles and set out an action plan for their reduction.
- *Biodiversity:* Projects projected to place at least 17 million additional hectares of land under improved management for conservation or protection will be approved. In addition, projects will be approved to place under conservation no less than 7 million additional hectares of „productive“ landscapes, including land around protected areas that are under productive use, but support habitats and ecosystems.
- *Climate Change:* Projects projected to avoid or sequester at least 200 million tons of greenhouse gas (carbon dioxide equivalent) emissions will be approved.
- *International Waters:* Projects will be approved to establish management frameworks (focused on environmental priorities) in riparian countries for no fewer than 2 new transboundary waterbodies.
- *Ozone Depletion:* Projects projected to phase out no fewer than 50 tons of Methyl Bromide and Hydrochlorofluorocarbons (HCFCs) will be approved.
- *Land Degradation:* Projects will be approved to protect no less than 3 million additional hectares of land area from degradation.

*

ATTACHMENT 2

**GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY TRUST FUND
THIRD REPLENISHMENT OF RESOURCES**

Instrument of Commitment

Reference is made to Resolution No 2002-0005 of the Executive Directors of the International Bank for Reconstruction and Development (the „World Bank“) entitled „Global Environment Facility Trust Fund: Third Replenishment of Resources“, which was adopted on December 19, 2002 (the „Resolution“).

The Government of _____ hereby notifies the World Bank as Trustee of the Global Environment Facility Trust Fund, pursuant to paragraph 2 of the Resolution, that it will make the contribution authorized for it in Attachment 1 of the Resolution, in accordance with the terms of the Resolution, in the amount of _____.

(Date)

(Name, Title and Office)

*

ATTACHMENT 3

**GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY TRUST FUND
THIRD REPLENISHMENT OF RESOURCES**

Indicative Encashment Schedule

<i>Fiscal year</i>	<i>Percentage of Total Pledge</i>
2003	7.5
2004	10.0
2005	13.5
2006	12.5
2007	12.5
2008	12.0
2009	11.0
2010	9.0
2011	8.0
2012	4.0
Total	100.0

*

RESOLUTION No. 2002-0006

**Amendments To The Instrument for the Establishment of
the Restructured Global Environment Facility**

WHEREAS:

(A) Pursuant to the Instrument for the Establishment of the Restructured Global Environment Facility (the Instrument), approved by Resolution No. 94-2 of the Executive Directors of the International Bank for Reconstruction and Development (the World Bank) dated May 24, 1994, the World Bank serves as trustee of the Global Environment Facility Trust Fund (GEF Trust Fund) (the Trustee);

(B) Pursuant to Paragraph 22 of the Instrument, the World Bank acts as an Implementing Agency of the Global Environment Facility (GEF);

(C) Pursuant to Paragraph 34 of the Instrument, amendments to the Instrument are to be approved by consensus by the Assembly upon the recommendation of the Council after taking into account the views of the Implementing Agencies and the Trustee and shall become effective after adoption by the Implementing Agencies and the Trustee in accordance with their respective rules and procedures;

(D) The Council of the GEF recommended certain amendments to the Instrument for the approval of the Assembly of the GEF at the Second Assembly of the GEF (Beijing, October 16-18, 2002), the text of which is set out in the Appendix to the Beijing Declaration of the Second GEF Assembly;

(E) Such amendments having been approved by the Second Assembly of the GEF and, in accordance with Paragraph 34 of the Instrument, the Second Assembly of the GEF having invited the CEO/Chairman of the GEF to submit such amendments to the Implementing Agencies and the Trustee for adoption;

(F) The CEO/Chairman having now submitted such amendments to the World Bank in its capacity as Implementing Agency of the GEF and in its capacity as Trustee, for adoption;

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED AS FOLLOWS:

1. The World Bank in its capacity as Implementing Agency of the GEF and in its capacity as Trustee of the GEF Trust Fund adopts the amendments to the Instrument, as approved by the Second Assembly of the GEF and as set out in the Appendix to the Beijing Declaration of the Second Assembly of the GEF, the text of which amendments is set forth below:

- (a) Paragraph 2 of the Instrument is amended by adding two new subparagraphs (e) and (f), which read:
 - „(e) Land degradation, primarily desertification and deforestation; and
 - (f) Persistent organic pollutants.“
- (b) Paragraph 3 of the Instrument is amended to read:
 - „The agreed incremental costs of activities to achieve global environmental benefits concerning chemicals management as they relate to the above focal areas shall be eligible for funding. The agreed incremental costs of other relevant activities under Agenda 21 that may be agreed by the Council shall also be eligible for funding insofar as they achieve global environmental benefits by protecting the global environment in the focal areas.“
- (c) A new sentence is inserted before the penultimate sentence of Paragraph 6 of the Instrument, which new sentence reads:
 - „The GEF shall also be available to serve as an entity entrusted with the operation of the financial mechanism of the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants.“
- (d) The penultimate sentence of Paragraph 6 of the Instrument is amended to read:
 - „In such respects, the GEF shall function under the guidance of, and be accountable to, the Conferences of the Parties which shall decide on policies, program priorities and eligibility criteria for the purposes of the conventions.“
- (e) Paragraph 21(f) of the Instrument is amended to read:
 - „Coordinate with the Secretariats of other relevant international bodies, in particular the Secretariats of the conventions referred to in paragraph 6, the Secretariats of the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer and its Multilateral Fund and the United Nations Convention to Combat Desertification in Countries Experiencing Serious Drought and/or Desertification, Particularly in Africa.“

2. Upon adoption by the Implementing Agencies and the Trustee of the amendments to the Instrument approved by the Second Assembly of the GEF, all references to the Instrument in Resolution No 94-2 shall be deemed to refer to the Instrument as amended in accordance with this resolution.

Supplemental Credit to Cape Verde – Structural Adjustment Credit

6. The Executive Directors approved the supplemental credit to the Republic of Cape Verde for a Structural Adjustment Credit in the amount of SDR 3.1 million (US \$ 4 million equivalent) on the payment terms and other terms and conditions set out in the President’s Memorandum (IDAR 2002-0188, dated November 26, 2002).

Loan to India – Uttar Pradesh State Roads Project

7. The Executive Directors approved the loan to India for an Uttar Pradesh State Roads Project in the amount of US \$ 488 million on the payment terms and other terms and conditions set out in the President’s Memorandum (R2002-02 16, dated December 2, 2002).

Credit and IDA Grants to Cambodia – Health Sector Support Project

8. The Executive Directors approved the credit of SDR 13.1 million (US \$ 17.2 million equivalent), and two IDA grants of SDR 1.6 million (US \$ 2 million equivalent) and SDR 6 million (US \$ 7.8 million equivalent), respectively, to the Kingdom of Cambodia for a Health Sector Support Project on the payment terms and other terms and conditions set out in the President’s Memorandum (IDA/R2002-0192, dated December 2, 2002).

Loan to Romania – Forest Development Project

9. The Executive Directors approved the loan to Romania for a Forest Development Project in the amount of US \$ 25 million on the payment terms and other terms and conditions set out in the President's Memorandum (R2002-0222, dated December 2, 2002). Ms. Brookins (by e-mail dated December 19, 2002) wished to be recorded as abstaining. Management's response to a letter from the CEE Bank-watch Network was subsequently distributed as OM2003-0004, dated January 21, 2003.

Loan to Ukraine – Tuberculosis and HIV/AIDS Control Project

10. The Executive Directors approved the loan to Ukraine for a Tuberculosis and HIV/AIDS Control Project in the amount of US \$ 60 million on the payment terms and other terms and conditions set out in the President's Memorandum (R2002-0219, dated December 2, 2002).

Date of Next Meeting

11. It was agreed to hold a meeting of the Executive Directors of the Bank and IDA on Monday, December 23, 2002.

Adjournment

12. The meeting adjourned at 7:05 p.m.

Distribution:

Executive Directors and Alternates
President
Bank Group Senior Management
Vice Presidents, Bank, IFC and MIGA
Directors and Department Heads, Bank, IFC and MIGA

*

RESOLUTION No 130
adoptée par le Conseil des gouverneurs du FIDA
(19.2.2003)

THE SIXTH REPLENISHMENT OF IFAD'S RESOURCES

Resolution 130/XXVI

The Sixth Replenishment of IFAD's Resources
The Governing Council of IFAD,

Recalling Article 4.3 of the Agreement Establishing the Fund, which provides that, in order to assure continuity in the Fund's operations, the Governing Council shall periodically review the adequacy of the resources available to the Fund and, if necessary, invite Members to make additional contributions to the resources of the Fund;

Further recalling Governing Council Resolution 127/XXV, adopted on 20 February 2002, establishing a Consultation on the Sixth Replenishment of IFAD's Resources;

Urging those Members which have not yet paid the full share of their previous contributions to the resources of the Fund and those which have not yet deposited their Instruments of Contribution for the Fifth Replenishment to adopt effective measures to complete such payments and deposit such Instruments of Contribution as soon as possible;

Reaffirming its unanimous support for the Fund and its mandate to combat poverty and hunger and noting with great satisfaction the Fund's continued progress in discharging effectively that mandate;

Noting the desire of its Members to maintain an adequate level of annual loan and grant commitments in order to enable the Fund to fulfil its mandate;

Further recalling its Resolution 100/XX on the Provision of Advance Commitment Authority during the Fourth Replenishment Period, adopted on 21 February 1997;

Having considered „Enabling the Rural Poor to Overcome their Poverty: Report of the Consultation on the Sixth Replenishment of IFAD's Resources (2004-2006)“, contained in document GC26/L.4 and the Draft Resolution on the Sixth Replenishment of IFAD's Resources attached thereto;

Taking into account the statements made in the Consultation on the Sixth Replenishment of IFAD's Resources indicating that a number of Members intend to contribute to the resources of the Fund through pledges of contributions under the Sixth Replenishment, in accordance with the arrangements set forth in this Resolution, it being understood that no commitment in that regard will arise for any Member until the Member concerned has deposited an Instrument of Contribution and that such instrument takes effect in accordance with its terms and conditions consistent with this Resolution and the Agreement Establishing the Fund;

Further taking into account the statements made by a number of Members during the Consultation on the Sixth Replenishment of IFAD's Resources that Advance Commitment Authority (ACA) be used in a moderate and prudent manner and that there is a need to mobilize external resources to complement those from IFAD in order to finance the Debt Initiative for Heavily Indebted Poor Countries (HIPC)s;

Acting upon the conclusions of the Consultation on the Sixth Replenishment of IFAD's Resources, which has recommended that, in view of the needs of the developing Member Countries of the Fund in regard to their continued development in the agricultural and rural sectors, the resources of the Fund are in vital need of replenishment so as to enable the Fund to carry out its programme of work for the Replenishment Period, the Members should be invited to make additional contributions to the resources of the Fund.

DECIDES:

I.

**„Enabling the Rural Poor to Overcome their Poverty:
Report of the Consultation on the Sixth Replenishment
of IFAD’s Resources (2004-2006)“**

1.

Document GC 26/L.4, containing „Enabling the Rural Poor to Overcome their Poverty: Report of the Consultation on the Sixth Replenishment of IFAD’s Resources (2004-2006)“, is hereby approved and shall form the basis of the Fund’s operations. Accordingly, the Governing Council has decided to authorize the replenishment of the resources of the Fund.

2.

Definitions

The terms used in this Resolution have the meanings herein set forth:

- (a) „ACA“: advance commitment authority conferred by paragraph III.17 of this Resolution;
- (b) „additional contribution“: a Member’s contribution under the Sixth Replenishment of the resources of the Fund as defined in Section 3 of Article 4 of the Agreement;
- (c) „Agreement“: the Agreement Establishing the Fund, as it stands amended on 20 February 2003;
- (d) „complementary contribution“: the amount made available by a Member to the Fund during the Replenishment Period on a voluntary basis and referred to in paragraphs II.4(d) and II.5(b) of this Resolution;
- (e) „Consultation“: the committee of senior representatives of the Members established pursuant to Resolution 127/XXV of the Governing Council to review the adequacy of the resources available to the Fund;
- (f) „contribution“: the amount that a Member is legally committed to pay into the resources of the Fund under its Instrument of Contribution;
- (g) „Contribution Votes“: those votes from the Original, Fourth Replenishment, Fifth Replenishment and Sixth Replenishment Votes allocated to each Member in accordance with Article 6, Sections 3(a)(i)(B) and 3(a)(ii)(B), of the Agreement, paragraphs II.16(b) and II.17(b) of Resolution 87/XVIII of the Governing Council, paragraph IV.19(b) of Resolution 119/XXIV of the Governing Council and paragraph IV.19(b) of this Resolution, respectively, on the basis of each Member’s contribution to the resources of the Fund;
- (h) „dollar“ or „USD“: United States Dollar;
- (i) „Fourth Replenishment Votes“: the votes defined generally as Replenishment Votes by Sections 3(a)(ii) and (iii) of Article 6 of the Agreement and distributed under the Fourth Replenishment of the Fund’s Resources in the form of Membership and Contribution Votes in accordance with paragraphs II.17 and II.18 of Resolution 87/XVIII of the Governing Council;
- (j) „Fifth Replenishment Votes“: the votes defined generally as Replenishment Votes by Sections 3(a)(ii) and (iii) of Article 6 of the Agreement and distributed under the Fifth Replenishment of IFAD’s Resources in the form of Membership and Contribution Votes in accordance with paragraph IV.19 of Resolution 119/XXIV of the Governing Council;
- (k) „Sixth Replenishment Votes“: the votes defined generally as Replenishment Votes by Sections 3(a)(ii) and (iii) of Article 6 of the Agreement and distributed under the Replenishment in the form of Membership and Contribution Votes in accordance with paragraph IV.19 of this Resolution;
- (l) „Fund“: the International Fund for Agricultural Development;
- (m) „increase in contribution“: an increase by a Member, pursuant to Section 4 of Article 4 of the Agreement, of the amount of its additional contribution;

- (n) „instalment“: one of the instalments in which a contribution is to be paid;
- (o) „Instrument of Contribution“: a written commitment whereby a Member confirms its intention to make additional contribution to the resources of the Fund under the Replenishment;
- (p) „Member“: a Member of the Fund;
- (q) „Membership Votes“: those votes from the Original, Fourth Replenishment, Fifth Replenishment and Sixth Replenishment Votes allocated to each Member in accordance with Article 6, Sections 3(a)(i)(A) and 3(a)(ii)(A), of the Agreement, paragraphs II.16(a) and II.17(a) of Resolution 87/XVIII of the Governing Council, paragraph IV.19(a) of Resolution 119/XXIV of the Governing Council and paragraph IV.19(a) of this Resolution, respectively, on the basis of membership of the Fund;
- (r) „Original Votes“: the votes defined by Sections 3(a)(i) and (iii) of Article 6 of the Agreement and distributed in the form of Membership and Contribution Votes in accordance with paragraphs II.16 and II.18 of Resolution 87/XVIII of the Governing Council;
- (s) „payment of“ or „to pay“ a contribution: payment of, or to pay, a contribution in cash or by deposit of promissory notes or similar obligations;
- (t) „qualified contribution“: the contribution covered by a qualified Instrument of Contribution as defined in paragraph II.6(c) of this Resolution;
- (u) „Replenishment“: the Sixth Replenishment of the resources of the Fund through contributions in accordance with this Resolution;
- (v) „Replenishment Period“: the three-year period commencing 1 January 2004 and ending on 31 December 2006;
- (w) „special contribution“: a contribution from a non-Member State or other sources to the resources of the Fund as defined in Section 6 of Article 4 of the Agreement;
- (x) „unit of obligation“: a freely convertible currency or Special Drawing Right (SDR) of the International Monetary Fund (IMF), as selected by each Member and in which its contribution is denominated in accordance with its pledge as specified in Columns B-1 and B-2 of Attachment A to this Resolution; and
- (y) „unqualified contribution“: the contribution covered by an unqualified Instrument of Contribution as defined in paragraph II.6(b) of this Resolution.

II.

Contributions

3.

General Clause

(a) The Governing Council accepts the Report of the Consultation on the Sixth Replenishment of IFAD's Resources (document GC 26/L.4) and invites Members to make additional contributions to the resources of the Fund under the Replenishment.

(b) The target level of the Replenishment is established at five hundred and sixty million United States dollars (USD 560.000.000), which amount shall be contributed in freely convertible currencies. In seeking that objective, the Replenishment has been accomplished through the good will of all Members in making an effort to ensure the availability of a sufficient level of resources to the Fund. In this respect, the Member Countries shall endeavour to ensure that the target level of the Replenishment is achieved, if necessary, by an increase in their additional contributions.

4.

Additional, Increase in and Complementary Contributions

The Fund is authorized, in accordance with the Agreement and the provisions of this Resolution, to accept from Members for the resources of the Fund:

- (a) additional contributions in freely convertible currencies from all Members totalling four hundred and sixty million eight hundred and forty-five thousand and sixty eight United States dollars (USD 460.845.068), contributed in sums as indicated for the respective Members, in terms of the applicable unit of obligation, as set out in Columns B-1 and B-2 of Attachment A to this Resolution;
- (b) with the objective of attaining and supplementing the target level of the Replenishment referred to in paragraph II.3(b) of this Resolution, additional contributions in freely convertible currencies from all Members that increase the additional contributions of Members shown in Columns B-1 and B-2 of Attachment A to this Resolution and pledged in accordance with paragraph II.4(a) above, if the said increase in additional contributions is notified in writing to the Fund no later than a date six months after the date upon which the Governing Council adopted this Resolution. Upon receipt of formal pledges of further additional contributions, the President of the Fund shall communicate a revised Attachment A to all Members of the Fund no later than fifteen days after the above-mentioned date. In order to assist this process, the President of IFAD is requested to take such steps as may be necessary to ensure that the target level of the Replenishment specified in paragraph II.3(b) of this Resolution is attained;
- (c) an increase in contribution to the resources of the Fund for the Replenishment; and
- (d) complementary contributions, not forming part of the pledged contributions included in Columns B-1 and B-2 of Attachment A to this Resolution.

5.

Special Contributions and Complementary Contributions

- (a) *Special Contributions.* During the Replenishment Period, the Fund may accept special contributions from non-Member States or other sources. The President shall periodically notify the Executive Board of all such contributions.
- (b) *Complementary Contributions.* During the Replenishment Period, the Fund may accept complementary contributions from Member States. Complementary contributions shall not form part of the pledged contributions included in columns B-1 and B-2 of Attachment A to this Resolution and, accordingly, shall not entitle the said contributing Member State to receive Contribution Votes under paragraph IV.19(b) of this Resolution. After the adoption of this Resolution, the Executive Board may, from time to time, decide upon the use to be made of the complementary contributions so received.

6.

Instrument of Contribution

- (a) *General Clause*
 - (i) Members making contributions under this Resolution shall deposit with the Fund, not later than a date six months after the date of the adoption of this Resolution, an Instrument of Contribution¹ specifying therein the amount of its contribution in the applicable unit of obligation as set forth in Columns B-1 and B-2 of Attachment A to this Resolution.
 - (ii) Any Member which has not been able to make a pledge of its contribution under this Resolution may deposit its Instrument of Contribution in accordance with the requirements of provision (i) of this paragraph. The President of the Fund shall take such steps as may be necessary for the implementation of this provision and shall keep the Executive Board informed, in accordance with paragraph II.16 of this Resolution.

¹ An illustrative format of an Instrument of Contribution is given in Attachment D to this Resolution, which a Member may follow in preparing its Instrument of Contribution.

(b) *Unqualified Contribution.* Except as provided in paragraph II.6(c) below, the Instrument of Contribution shall constitute an unqualified commitment by the Member to make payment of the contribution in the manner and on the terms set forth in or contemplated by this Resolution.

(c) *Qualified Contribution.* As an exceptional case, where an unqualified contribution commitment cannot be given by a Member due to its legislative procedures, the Fund may accept from that Member an Instrument of Contribution that contains a formal notification by that Member that it will pay the first instalment of its contribution without qualification but that payment of the remaining instalments is subject to the enactment of the necessary appropriation legislation and compliance with other legislative requirements. Such a qualified Instrument, however, shall include an express undertaking on the part of the Member to seek the necessary appropriations at a rate so as to complete payment of its total contribution not later than a date three years after the date of adoption of this Resolution, except as the President shall otherwise determine. The Fund shall be notified as soon as possible after such appropriation has been obtained and such other legislative requirements have been fulfilled. For the purposes of this Resolution, a qualified contribution shall be deemed to be unqualified to the extent that appropriations have been obtained, other legislative requirements have been met and the Fund has been notified.

7.

Effectiveness

(a) *Effectiveness of the Replenishment.* The Replenishment shall come into effect on the date upon which the Instruments of Contribution relating to contributions from all the Members have been deposited with the Fund in the aggregate total amount equivalent to at least fifty per cent (50%) of the total contribution to the Replenishment of all such Members as set forth in Column B-3 of Attachment A to this Resolution.

(b) *Effectiveness of Individual Instruments of Contribution.* Instruments of Contribution deposited on or before the effective date of the Replenishment shall take effect on the date the Replenishment becomes effective and Instruments of Contribution deposited after that date shall take effect on their respective dates of deposit.

8.

Advance Contribution

Notwithstanding the provisions of paragraph II.7(a) above, all contributions or parts thereof paid to the resources of the Fund may be used by the Fund for its operations, if necessary, in accordance with the requirements of the Agreement and other relevant policies of the Fund, unless a Member specifies otherwise in writing. Any loan and grant commitments made by the Fund on such advance contributions shall for all purposes be treated as part of the Fund's operational programme.

9.

Instalment Payments²

(a) *Payment of an Unqualified Contribution*

- (i) Each contributing Member shall, at its option, pay its unqualified contribution in a single sum, in two or in no more than three instalments, as specified in the Instrument of Contribution. The single sum or the first instalment shall be due on the thirtieth day after the Member's Instrument of Contribution enters into effect, and any other instalment shall be due on the first anniversary of the entry into effect of the Replenishment but the balance, if any, of the payment shall be made no later than a date three years after the adoption of this Resolution, except as the President of the Fund shall otherwise determine.

² Payments from all Members shall be consistent with the provisions of Section 5(c) of Article 4 of the Agreement.

- (ii) Instalment payments in respect of each unqualified contribution shall be, at the option of the Member, either (A) in equal amounts or (B) in progressively graduated amounts with the first instalment amounting to at least thirty per cent (30%) of the contribution, the second instalment amounting to at least thirty five per cent (35%) and the third instalment, if any, covering the remaining balance. In special circumstances, the President of the Fund may, upon the request of a Member, agree to vary the prescribed percentages or number of instalments of a Member subject to the requirement that such a variation shall not affect adversely the operational needs of the Fund.
- (b) *Payment of a Qualified Contribution.* Payment in respect of a qualified contribution shall be made within ninety (90) days as and to the extent each instalment has become unqualified and becomes due in accordance with provision (a)(i) of this paragraph.
- (c) *Payment of an Advance Contribution and Amount of Instalments.* A Member who shall make advance contribution of no less than forty per cent (40%) of its total contribution may, in consultation with the President of the Fund, vary the amounts of the second and third instalments free of any restriction on the size of such instalments prescribed in provision (a)(ii) above, subject to the total amount of its contribution.
- (d) *Special Schedule of Payments.* To the extent that the payments are to depart from the requirements of provision (a)(i) and percentages of instalments specified in provision (a)(ii) of this paragraph, at the time of depositing its Instrument of Contribution, each Member shall indicate to the Fund its proposed schedule of instalment payments.
- (e) *Optional Arrangements.* A Member may at its option pay its contribution in fewer instalments or in larger percentage portions or at earlier dates than those specified in this paragraph, provided that such payment arrangements are no less favourable to the Fund.

10.

Mode of Payment

- (a) *Form of Payment.* All payments in respect of each contribution shall be made in cash or, at the option of the Member, by the deposit of non-negotiable, irrevocable, non-interest-bearing promissory notes or other similar obligations of the Member, encashable by the Fund at par on demand in accordance with paragraph 11 of this Resolution and time schedules agreed with the Fund.
- (b) *Freedom from Restriction of Use.* In accordance with the requirements of Section 5(a) of Article 4 of the Agreement, all freely convertible currency contributions shall be made free of any restriction as to their use by the Fund.
- (c) *Increase in Cash Payment.* To the extent possible, the Members may favourably consider payment of larger portions of their contributions in cash.

11.

Encashment of Promissory Notes or Similar Obligations

The Fund shall encash promissory notes or other similar obligations made as payment of contributions under this Resolution within the Replenishment period or as shall be agreed between the President and the Member making such contribution.

12.

Currency of Payment

All contributions referred to in Columns B-1 and B-2 of Attachment A to this Resolution shall be paid in freely convertible currencies or in SDRs as specified in the respective Instruments of Contribution.

Delay in Deposit of an Instrument of Contribution and/or Reduction in Payment

(a) *Option of Commensurate Modification.* In the case of an undue delay in the deposit of an Instrument of Contribution or in payment or of substantial reduction in its contribution by a Member, any other Member may, notwithstanding any provision to the contrary in this Resolution, at its option, after consultation with the Executive Board, make a commensurate modification, *ad interim*, in its schedule of payment or amount of contribution. In exercising this option, a Member shall act solely with a view to safeguarding the objectives of the Replenishment and avoiding any significant disparity between the relative proportion of Members' total contributions until such time that the Member whose delay in the deposit of an Instrument of Contribution and/or payment or reduction in its share causing such a move by another Member has acted to remedy the situation on its part or the Member exercising the option revokes its decision taken under this provision.

(b) *Member not Modifying Commitment.* Members that do not wish to exercise their option referred to in paragraph II.13(a) above may indicate so in their respective Instruments of Contribution.

Meeting of the Consultation

If, during the Replenishment Period, delays in the making of any contributions cause or threaten to cause a suspension in the Fund's lending operations or otherwise prevent the substantial attainment of the goals of the Replenishment, the Fund may convene a meeting of the Consultation to review the situation and consider ways of fulfilling the conditions necessary for the continuation of the Fund's lending operations or for the substantial attainment of those goals.

Fixed Reference Exchange Rates

For the purposes of freely convertible currency contributions and pledges under this Resolution, the rate of exchange to be applied to convert the unit of obligation into the dollar shall be the average month-end exchange rate of the IMF over a six-month period preceding the adoption of this Resolution between the currencies to be converted (1 April 2002-30 September 2002), rounded to the fourth decimal point. The said exchange rates are set out in Attachment E to this Resolution.

Review by the Executive Board

The Executive Board shall periodically review the status of contributions under the Replenishment and shall take such actions, as may be appropriate, for the implementation of the provisions of this Resolution.

Advance Commitment Authority

The Executive Board may, from time to time and having regard to the resources of the Fund available for commitment to loans and grants, including investment income and payments and repayments under loans provided by the Fund net of administrative costs, employ an ACA in a prudent and cautious manner. The procedures for the use of ACA during the Replenishment Period are set out in Attachment B to this Resolution and form an integral part thereof. ACA shall come into effect upon the adoption of this Resolution and shall terminate upon a date one year after the end of the Replenishment Period.

IV.

Voting Rights

18.

Distribution of Original Votes, Fourth Replenishment Votes and Fifth Replenishment Votes

(a) *Original Votes.* The one thousand eight hundred (1 800) Original Votes shall continue to be distributed in accordance with Sections 3(a)(i) and (iii) of Article 6 of the Agreement and paragraphs II.16 and II.18 of Resolution 87/XVIII of the Governing Council on the Fourth Replenishment of IFAD's Resources. Column A-1 of Attachment C to this Resolution, as it may be amended from time to time, specifies the current distribution of the seven hundred and ninety (790) Original Membership Votes. Column A-2 of Attachment C to this Resolution, as it may be amended from time to time, specifies the current distribution of the one thousand and ten (1 010) Original Contribution Votes.

(b) *Fourth Replenishment and Fifth Replenishment Votes.* The two hundred and sixty-five point fifty five (265.55) Fourth Replenishment Votes and the two hundred and seventy three point nine five five (273.955) Fifth Replenishment Votes shall continue to be distributed in accordance with Sections 3(a)(ii) and (iii) of Article 6 of the Agreement, paragraphs II.17 and II.18 of Resolution 87/XVIII of the Governing Council on the Fourth Replenishment of IFAD's Resources and paragraph IV.19 of Resolution 119/XXIV of the Governing Council on the Fifth Replenishment of IFAD's Resources, respectively. Column B-1 of Attachment C to this Resolution, as it may be amended from time to time, specifies the current distribution of the Fourth Replenishment Membership Votes and the Fifth Replenishment Membership Votes. Column B-2 of Attachment C to this Resolution, as it may be amended from time to time, specifies the current distribution of the Fourth Replenishment Contribution Votes and the Fifth Replenishment Contribution Votes.

(c) *Effectiveness.* The allocation and distribution of the Original, Fourth Replenishment and Fifth Replenishment Votes referred to in provisions (a) and (b) above shall continue irrespective of the entry into force of this Resolution.

19.

Allocation of New Votes for the Replenishment

In accordance with Section 3(a)(ii) of Article 6 of the Agreement, _____^A (_____^A) new votes are hereby created for the Replenishment („Sixth Replenishment Votes“). Those votes shall be distributed as follows:

- (a) *Membership Votes.* _____^A (_____^A) votes shall be allocated as membership votes, with each Member receiving an equal number of the said votes. Upon any change in the number of Members of the Fund, the _____^A (_____^A) votes shall be redistributed upon the same basis. Column D-1 of Attachment C to this Resolution, as it may be amended from time to time, specifies the current distribution of Sixth Replenishment Membership Votes.
- (b) *Contribution Votes.* The remaining _____^A (_____^A) votes shall be allocated as contribution votes to each Member in the proportion that each Member's paid contribution, valued in USD at the effective rate for the Replenishment, to the additional contributions made under the Replenishment, as specified in paragraph II.4(a) of this Resolution and as amended by paragraph II.4(b) of this Resolution, bears to the aggregate of the total contributions made by all Members to the Replenishment. For that purpose, a paid contribution shall be deemed to be only the part of a contribution of a Member actually paid to the Fund, in accor-

^A To be inserted by the Secretariat six months after the date of the adoption of this Resolution (see paragraph II.4(4) above).

dance with paragraph IV.20 of this Resolution. Column D-2 of Attachment C to this Resolution, as it may be amended from time to time, specifies the potential Sixth Replenishment Contribution Votes for each Member if all Members pay the pledges specified in Column B-2 of Attachment A to this Resolution. Column D-3 of Attachment C to this Resolution, as it may be amended from time to time, specifies the actual Sixth Replenishment Contribution Votes of each Member.

- (c) *Effectiveness.* The allocation of the _____^A (_____^A) votes, as specified in provisions(a) and (b) above, shall enter into effect upon the date on which the period specified in paragraph II.4(b) of this Resolution shall come to an end.

20.

For the purpose of the allocation of the contribution votes in paragraphs 18(b) and 19(b) of this Resolution, a paid contribution shall mean a contribution paid, in a freely convertible currency, in cash or by deposit of promissory notes or similar obligations, with the exception of those promissory notes or other obligations against which an accounting provision is made.

V.

Reporting to the Governing Council

21.

The President of the Fund shall be requested to submit to the Twenty-Seventh Session and subsequent sessions of the Governing Council reports on the status of commitments, payments and other relevant matters concerning the Replenishment. The reports shall be submitted to the Governing Council together with the Executive Board's comments, if any, and its recommendations thereon.

22.

The President of the Fund shall be requested to provide the Governing Council, at each of its annual sessions, with revised and updated versions of Attachments A and C to this Resolution.

*

A To be inserted by the Secretariat six months after the date of the adoption of this Resolution (see paragraph II.4(4) above).

ATTACHMENT A
Sixth Replenishment
Contributions of Member Countries as at 20 February 2003

State	A. Previous Contributions (USD)				B. Contributions Pledged to Sixth Replenishment				
	Cumulative Contributions in Convertible Currencies to IFAD's Replenishments (Initial to Fourth)		Fifth Replenishment ^{2/}		Unit of Obligation ^{3/}	Amount of Contribution in Unit of Obligation	Amount in USD ^{4/}	Equivalent in SDR ^{5/}	
	Pledges	Payments ^{1/}	Pledges	Payments ^{1/}					B-1
A-1	A-2	A-3	A-4						
Afghanistan									
Albania	10.000	10.000	10.000	10.000	USD				
Algeria	49.830.000	49.830.000	500.000	500.000	USD	1.000.000	1.000.000	763.500	
Angola	60.000	60.000	100.000	100.000	USD	100.000	100.000	76.350	
Antigua and Barbuda	7.000				USD				
Argentina	6.350.000	6.889.780	1.500.000		USD				
Armenia					USD				
Australia	39.290.030	39.289.880	5.080.000	5.080.000	AUD				
Austria	27.236.732	27.236.593	5.900.000	5.900.000	EUR	7.831.044	7.540.000	5.756.790	
Azerbaijan	5.000				USD				
Bangladesh	1.850.000	1.850.000	600.000	600.000	USD	600.000	600.000	458.100	
Barbados	8.000	10.000			USD				
Belgium	54.556.476	54.556.476	9.293.883	6.196.336	EUR	9.810.000	9.445.407	7.211.568	
Belize	105.000	105.000	100.000	100.000	USD	100.000	100.000	76.350	
Benin	75.000	75.000	25.000	25.000	USD	100.000	100.000	76.350	
Bhutan	51.000	51.000	27.000	27.000	USD	300.000	300.000	229.050	
Bolivia	650.000	600.000	300.000	50.000	USD				
Bosnia and Herzegovina					USD				
Botswana	150.000	160.000	75.000	75.000	USD	100.000	100.000	76.350	
Brazil	26.916.263	26.916.263	7.916.263	7.916.263	USD	7.916.263	7.916.263	6.044.067	

State	A. Previous Contributions (USD)				B. Contributions Pledged to Sixth Replenishment					
	Cumulative Contributions in Convertible Currencies to IFAD's Replenishments (Initial to Fourth)				Fifth Replenishment ^{2/}		Unit of Obligation ^{3/}	Amount of Contribution in Unit of Obligation	Amount in USD ^{4/}	Equivalent in SDR ^{5/}
	Pledges	Payments ^{1/}	Pledges	Payments ^{1/}	A-3	A-4				
Burkina Faso	60.000	60.000	40.000	46.043			60.000	60.000	45.810	
Burundi	69.861	69.861								
Cambodia	468.756	439.397	210.000	69.985			300.000	300.000	229.050	
Cameroon	126.936.602	126.936.302	21.000.000	21.000.000			43.601.600	28.000.000	21.378.000	
Canada										
Cape Verde	26.000	26.000	20.000							
Central African Republic	75.642	19.930								
Chad	30.000									
Chile	555.000	185.000								
China	20.200.000	20.200.000	10.000.000				10.500.000	10.500.000	8.016.750	
Colombia	30.000	270.000	100.000	100.000						
Comoros	59.130	20.582								
Congo	103.000	235.549								
Cook Islands	5.000	5.000								
Costa Rica	90.000									
Côte d'Ivoire	1.503.707	1.503.707	1.500.000	55.115						
Croatia										
Cuba	500.000									
Cyprus	112.000	112.000	25.000	25.000						
D.P.R. Korea	700.000	100.000	100.000				30.000	28.885	22.054	
D.R. Congo	1.030.000	30.000								
Denmark	60.213.024	60.209.775	27.084.209	18.032.787			170.000.000	22.031.855	16.821.322	
Djibouti	31.000	6.000								
Dominica	54.987	54.987								
Dominican Republic	145.000	25.000	125.000							

State	A. Previous Contributions (USD)				B. Contributions Pledged to Sixth Replenishment			
	Cumulative Contributions in Convertible Currencies to IFAD's Replenishments (Initial to Fourth)		Fifth Replenishment ^{2/}		Unit of Obligation ^{3/}	Amount of Contribution in Unit of Obligation	Amount in USD ^{4/}	Equivalent in SDR ^{5/}
	Pledges	Payments ^{1/}	Pledges	Payments ^{1/}				
A-1	A-2	A-3	A-4	B-1	B-2	B-3	B-4	
Ecuador	690.993	640.993	100.000	3.000.000	USD	3.000.000	3.000.000	2.290.500
Egypt	10.000.000	8.000.000	3.000.000	3.000.000	USD			
El Salvador	100.000	100.000			USD			
Equatorial Guinea	10.000				USD			
Eritrea	5.000	5.000	5.000	5.000	USD			
Ethiopia	130.869	130.869	30.000	30.000	USD			
Fiji	230.000	194.229			USD			
Finland	25.446.794	25.446.434	3.600.000	1.751.593	EUR	4.600.00	4.429.039	3.381.571
France	155.419.404	155.419.404	25.000.000	16.250.000	EUR	24.000.000	23.108.030	17.642.981
Gabon	5.301.000	2.169.200			USD			
Gambia, The	30.086	30.086			USD			
Georgia	10.000				USD			
Germany	212.463.310	212.463.310	30.000.000	19.500.000	EUR	41.544.000 ^{6/}	40.000.000	30.540.000
Ghana	650.000	666.487	300.000		USD			
Greece	1.820.000	1.750.000	600.000	600.000	EUR	623.160	600.000	458.100
Grenada	25.000	25.000	25.000	25.000	USD			
Guatemala	250.000	443.022	250.000	250.000	USD	64.592 ^{7/}	64.592	49.316
Guinea	135.000	135.000	35.000	35.000	USD	57.750	57.750	44.092
Guinea-Bissau	55.000	30.000			USD			
Guyana	479.921	479.921			USD			
Haiti	130.000	107.118			USD			
Honduras	470.938	554.246	195.714	195.714	USD			
Iceland			5.000	5.000	USD			
India	26.000.000	28.300.000	12.000.000	8.000.000	USD	15.000.000	15.000.000	11.452.500
Indonesia	26.959.000	26.959.000	10.000.000	7.000.000	USD	5.000.000	5.000.000	3.817.500

State	A. Previous Contributions (USD)				B. Contributions Pledged to Sixth Replenishment				
	Cumulative Contributions in Convertible Currencies to IFAD's Replenishments (Initial to Fourth)		Fifth Replenishment ^{2/}		Unit of Obligation ^{3/}	Amount of Contribution in Unit of Obligation	Amount in USD ^{4/}	Equivalent in SDR ^{5/}	
	Pledges	Payments ^{1/}	Pledges	Payments ^{1/}					B-1
Iran	147,995,000	13,825,500	20,000,000		USD				
Iraq	53,099,000	6,283,200			USD				
Ireland	4,320,944	4,321,074	1,026,869	1,026,869	EUR	1,173,618	1,130,000	862,755	
Israel	150,000	150,000			USD				
Italy	135,865,917	135,866,500	30,000,000		EUR	41,544,000	40,000	30,540,000	
Jamaica	325,263	325,901			USD				
Japan	219,746,629	219,746,539	30,000,000	15,000,000	JPY	3,656,010,000	30,000,000	22,905,000	
Jordan	580,000	580,000	75,000		USD				
Kazakhstan					USD				
Kenya	3,000,000	2,974,988	50,000	50,000	USD	60,000	60,000	45,810	
Kuwait	146,041,000	146,041,000	2,000,000	2,000,000	USD				
Kyrgyzstan					USD				
Laos	102,000	52,000	51,000	51,000	USD				
Lebanon	115,000	115,000			USD				
Lesotho	183,000	182,908	50,000	50,000	USD				
Liberia	80,000	39,000			USD				
Libyan Arab Jamahiriya	83,099,000	44,143,006	5,000,000		USD				
Luxembourg	1,592,875	1,592,563	400,000	400,000	EUR	510,000	491,046	374,913	
Madagascar	100,000	108,357	83,433	83,433	EUR				
Malawi	92,000	73,345			USD				
Malaysia	500,000	500,000	250,000	250,000	USD				
Maldives	51,000	51,000			USD				
Mali	41,000	39,253	10,000		USD				
Malta	34,985	34,985	20,000	20,000	USD				
Mauritania	75,000	3,280	30,000	30,000	USD	30,000	30,000	22,905	

State	A. Previous Contributions (USD)				B. Contributions Pledged to Sixth Replenishment			
	Cumulative Contributions in Convertible Currencies to IFAD's Replenishments (Initial to Fourth)		Fifth Replenishment ^{2/}		Unit of Obligation ^{3/}	Amount of Contribution in Unit of Obligation	Amount in USD ^{4/}	Equivalent in SDR ^{5/}
	Pledges	Payments ^{1/}	Pledges	Payments ^{1/}				
	A-1	A-2	A-3	A-4				
Mauritius	115.000	165.000	85.000	85.000	USD			
Mexico	23.753.165	23.753.166	3.000.000	1.500.000	USD			
Mongolia	2.000				USD			
Morocco	5.000.000	4.299.643	500.000		USD			
Mozambique	160.000	160.000	80.000	24.000	USD			
Myanmar	250.000	250.000			USD			
Namibia	320.000	320.000			USD			
Nepal	110.000	110.000			USD			
Netherlands	126.215.443	131.203.960	28.000.000	28.000.000	EUR	39.944.556	38.460.000	29.364.210
New Zealand	7.655.757	8.457.463	1.118.997	1.118.997	NZD			
Nicaragua	88.571	71.571			USD			
Niger	183.134	182.974			USD			
Nigeria	91.459.000	87.959.000	5.000.000		USD			
Norway	94.497.918	104.580.316	18.350.000	18.350.000	NOK	194.691.467	25.208.000	19.246.308
Oman	150.000	150.000			USD			
Pakistan	5.600.000	5.600.000	2.000.000	2.000.000	USD	2.000.000	2.000.000	1.527.000
Panama	99.965	99.965	33.200	33.200	USD	33.200	33.200	25.348
Papua New Guinea	170.000	170.000			USD			
Paraguay	604.842	604.842	100.000		USD			
Peru	360.000	360.000	200.000	200.000	USD			
Philippines	1.300.000	1.300.000	300.000	199.999	USD	778.950	750.000	572.625
Portugal	1.750.000	1.750.000	750.000	750.000	EUR	1.000.000	1.000.000	763.500
Qatar	28.980.000	19.217.467			USD	2.500.000	2.500.000	1.908.750
Republic of Korea	5.090.000	5.090.000	2.500.000	1.625.000	USD			
Republic of Moldova					USD			

State	A. Previous Contributions (USD)				B. Contributions Pledged to Sixth Replenishment			
	Cumulative Contributions in Convertible Currencies to IFAD's Replenishments (Initial to Fourth)		Fifth Replenishment ^{2/}		Unit of Obligation ^{3/}	Amount of Contribution in Unit of Obligation	Amount in USD ^{4/}	Equivalent in SDR ^{5/}
	Pledges	Payments ^{1/}	Pledges	Payments ^{1/}				
A-1	A-2	A-3	A-4	B-1	B-2	B-3	B-4	
Romania	50.000	25.000			USD	100.000	100.000	76.350
Rwanda	159.499	159.499			USD			
Saint Christopher and Nevis	20.000	20.000			USD			
Saint Lucia	22.000	22.000			USD			
Saint Vincent and the Grenadines					USD			
Samoa	50.000	50.000			USD			
Sao Tome et Principe	10.000				USD			
Saudi Arabia	366.718.000	366.778.000	3.000.000	1.500.000	USD	10.000.000	10.000.000	7.635.000
Senegal	138.594	151.356	64.105	64.105	USD			
Seychelles	19.667	19.667			USD			
Sierra Leone	18.296	36.726			USD			
Solomon Islands	35.000	10.000			USD			
Somalia	20.000	10.000			USD			
South Africa	500.000	500.000			USD			
Spain	7.861.105	7.861.159	1.980.000	1.980.000	EUR	2.407.086	2.500.000	1.908.750
Sri Lanka	4.601.001	4.600.001	1.000.000	1.000.000	USD	1.001.000	1.001.000	764.264
Sudan	420.000	418.650	200.000		USD			
Suriname	150.000				USD			
Swaziland	101.434	112.329	66.000	30.000	USD			
Sweden	120.144.560	120.144.820	24.360.000	15.834.000	SEK	296.706.440	31.100.000	23.744.850
Switzerland	54.544.557	54.544.538	11.510.000	11.510.000	CHF	21.323.400	14.000.000	10.689.000
Syria	150.000	150.00	250.000	250.000	USD			
Tajikistan			200	200	USD			
Tanzania, United Republic of	153.882	113.941	300.000	74.641	USD			
Thailand	450.000	450.000	150.000	150.000	USD			

State	A. Previous Contributions (USD)				B. Contributions Pledged to Sixth Replenishment			
	Cumulative Contributions in Convertible Currencies to IFAD's Replenishments (Initial to Fourth)		Fifth Replenishment ^{2/}		Unit of Obligation ^{3/}	Amount of Contribution in Unit of Obligation	Amount in USD ^{4/}	Equivalent in SDR ^{5/}
	Pledges	Payments ^{1/}	Pledges	Payments ^{1/}				
A-1	A-2	A-3	A-4	B-1	B-2	B-3	B-4	
The Former Yugoslav Republic of Macedonia					USD			
Timor-Leste ^{8/}		31.169			USD			
Togo	82.659	55.000			USD			
Tonga	56.000				USD			
Trinidad et Tobago	100.000				USD			
Tunisia	1.363.000	1.300.000	600.000	618.395	USD	600.000	600.000	458.100
Turkey	10.005.109	10.010.434	5.000.000	1.639.272	USD			
Uganda	255.000	355.000	45.000	45.000	USD			
United Arab Emirates	49.180.000	49.180.000	1.000.000	1.000.000	USD			
United Kingdom	117.471.185	117.471.230	30.000.000	1.000.000	GBP	19.707.000	30.000.000	22.905.000
United States	572.673.925	572.663.400	30.000.000	15.000.000	USD	45.000.000	45.000.000	34.357.500
Uruguay	225.000	225.000	100.000	100.000	USD			
Venezuela	164.489.000	164.489.000	4.600.000	4.600.000	USD	5.600.000	5.600.000	4.275.600
Viet Nam	103.000	103.000	500.000	300.000	USD			
Yemen	900.000	788.914	500.000	498.191	USD			
Yugoslavia	120.000	100.000			USD			
Zambia	231.163	207.262	100.000	100.000	USD			
Zimbabwe	4.100.000	2.103.074			USD			
Total*	3.555.758.569	3.330.363.335	443.165.873	251.517.138			460.845.068*	351.855.209*

Complementary Contributions to Replenishments

State	A. Previous Contributions (USD)**				B. Complementary Contributions Pledged to the Sixth Replenishment			
	Fourth Replenishment		Fifth Replenishment ^{2/}		Unit of Obligation ^{3/}	Amount of Contribution in Unit of Obligation	Amount in USD ^{4/}	Equivalent in SDR ^{5/}
	Pledges	Payments ^{1/}	Pledges	Payments ^{1/}				
Belgium	25.205.404	25.205.404	15.490.587	15.490.587	EUR	16.400.000 ^{9/}	15.790.487	12.056.037
India					USD	1.000.000 ^{10/}	1.000.000	763.500
Italy			3.874.193	808.275	EUR			
Netherlands	15.400.000	11.568.715			EUR	6.569.000 ^{11/}	10.000.000	7.635.000
United Kingdom					GBP			
Total*	40.605.404	36.774.119	19.364.780	16.298.862	-	-	26.790.487*	20.454.537*
Total Replenishment*	3.596.363.973	3.367.137.454	462.530.653	267.816.000	-	-	487.635.555*	372.309.746*

1/ Payments in cash and promissory notes, excluding accounting provisions against the encashment of promissory notes at time of drawdown.

2/ In accordance with Resolution 119/XXIV on the Fifth Replenishment of IFAD's Resources.

3/ The following abbreviations are used for currencies:

AUD: Australian dollar

EUR: euro

NZD: New Zealand dollar

CAD: Canadian dollar

GBP: British pound sterling

SDR: Special Drawing Right

CHF: Swiss franc

JPY: Japanese yen

SEK: Swedish krona

DKK: Danish krone

NOK: Norwegian krone

USD: United States dollar

4/ Converted into USD amount applying the average exchange rate as described in paragraph II.15 of this Resolution.

5/ Converted from USD amount applying the average IMF USD/SDR exchange rate for the period 1 April 2002-30 September 2002.

6/ This State has yet to decide in which Unit of Obligation it will contribute.

7/ This amount has been paid as an advance contribution, but no pledge has yet been received.

8/ The application for membership in IFAD of this State was approved by the Governing Council by Resolution 129/XXVI.

9/ This amount has been pledged by Belgium as a complementary contribution in accordance with paragraphs II.4 (d) and II.5 (b) of this Resolution. The Governing Council has decided that this complementary contribution shall be used for the objectives of the Belgian Survival Fund for the Third World, and in conformity with its procedures.

10/ This amount has been pledged by India as a complementary contribution in accordance with paragraphs II.4 (d) and II.5 (b) of this Resolution. The Governing Council has decided that this complementary contribution shall be used to support initiatives for innovation.

11/ This amount has been pledged by the United Kingdom as a complementary contribution in accordance with paragraphs II.4 (d) and II.5 (b) of this Resolution. The Governing Council has decided that this complementary contribution shall be used to support innovation.

* The totals for the Sixth Replenishment reflect the pledges made up to the present date. However, a number of countries have yet to announce their pledges and this table will be updated periodically to take account of the additional pledges.

** There were no complementary contributions previous to the Fourth Replenishment.

*

ATTACHMENT B

Procedures for the use of Advance Commitment Authority

1. The main purpose of Advance Commitment Authority (ACA) is to fill shortfalls in the amount of committable resources available for loans and grants that may arise in a particular year.
2. The Executive Board shall ensure that the amount available for commitment under ACA and related disbursement requirements remain within the limits of financial prudence, using conservative assumptions and including a margin for expected loan repayment arrears. The Executive Board shall receive projections in relation to commitments to be made under ACA (expected loan reflows and disbursements) that include safety margins to ensure that the cash-in-hand at any point in time is sufficient to cover the disbursement needs of the Fund.
3. ACA may only be used if the resources available for commitment (i.e. net additional resources received or accrued during the previous year, in addition to unused resources brought forward) are insufficient to complete the approved lending programme in any given year.
4. ACA may only be used to make commitments for loans and grants.
5. The President of the Fund shall ensure that accounting mechanisms are established to show the level of ACA used on each occasion and the loan reflows that are set aside for disbursements arising from such commitments.
6. The President of the Fund shall ensure that accounting procedures are established so that once a commitment for a loan or a grant is made under ACA, the disbursements associated with such commitment are removed from the loan reflows subsequently received in order to avoid double counting.
7. The Executive Board shall: (i) decide the maximum amount that may be made available through ACA during the Replenishment Period; and (ii) approve the total resource commitment to be made through ACA at each session of the Executive Board. In no event shall the maximum amount that may be made available through ACA during the Replenishment Period exceed three times the annual loan reflows expected for the Replenishment Period.
8. The President of the Fund shall report regularly to the Executive Board on the status of Resources Available for Commitment, including the management of ACA. This report shall include details on resources available for commitment from assets held in freely convertible currencies (Members' contributions, investment holdings, etc.) less liabilities, commitments already made, exclusions from committable resources due to accounting provisions, the current and cumulative amount committed under ACA, the amount of ACA transferred to Regular Resources, and the amount that may be available under ACA for future use, with detailed calculations and assumptions.
9. The use of ACA shall be reviewed by the External Auditor and his findings shall form part of the regular audit of the Financial Statements of the Fund. The External Auditor's report shall be discussed with the Audit Committee of the Executive Board in the same manner as for his report on the Financial Statements of the Fund.

*

ATTACHMENT C
Sixth Replenishment
Votes of Member Countries as at 20 February 2003

State	A. Original Votes			B. Fourth and Fifth Replenishment Votes			C Total Original, Fourth and Fifth Replenishment Votes	D. Sixth Replenishment Votes				E. Total Votes	
	A-1	A-2	A-3	B-1	B-2	B-3		D-1 Membership Votes	Contribution Votes ^{1/}		D-4 Actual Total Votes	E-1 Potential Total Votes	E-2 Actual Total Votes
	Membership Votes	Contribution Votes ^{1/}	Total Votes	Membership Votes	Contribution Votes ^{1/}	Total Votes			D-2 Potential ^{2/}	D-3 Actual			
Afghanistan	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293						
Albania	4.877	0.000	4.877	1.416	0.010	1.426	6.303						
Algeria	4.877	17.140	22.017	1.416	0.406	1.822	23.839						
Angola	4.877	0.007	4.883	1.416	0.078	1.494	6.377						
Antigua and Barbuda	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293						
Argentina	4.877	1.863	6.740	1.416	0.560	1.976	8.716						
Armenia	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293						
Australia	4.877	11.827	16.703	1.416	5.077	6.493	23.196						
Austria	4.877	7.034	11.911	1.416	6.266	7.682	19.593						
Azerbaijan	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293						
Bangladesh	4.877	0.432	5.309	1.416	0.600	2.016	7.324						
Barbados	4.877	0.001	4.878	1.416	0.003	1.419	6.296						
Belgium	4.877	15.691	20.568	1.416	7.303	8.719	29.286						
Belize	4.877	0.036	4.913	1.416	0.063	1.479	6.391						
Benin	4.877	0.017	4.894	1.416	0.025	1.441	6.335						
Bhutan	4.877	0.009	4.886	1.416	0.026	1.442	6.328						
Bolivia	4.877	0.104	4.980	1.416	0.143	1.559	6.540						
Bosnia and Herzegovina	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293						
Botswana	4.877	0.029	4.906	1.416	0.075	1.491	6.397						
Brazil	4.877	6.568	11.445	1.416	7.912	9.328	20.773						
Burkina Faso	4.877	0.010	4.887	1.416	0.040	1.456	6.343						
Burundi	4.877	0.024	4.901	1.416	0.000	1.416	6.317						
Cambodia	4.877	0.000	4.877	1.416	0.044	1.460	6.336						
Cameroon	4.877	0.117	4.994	1.416	0.037	1.453	6.447						
Canada	4.877	36.927	41.804	1.416	20.660	22.076	63.880						

State	A. Original Votes			B. Fourth and Fifth Replenishment Votes			C	D. Sixth Replenishment Votes				E. Total Votes		
	A-1	A-2	A-3	B-1	B-2	B-3		D-1	Contribution Votes ^{1/}		D-4	E-1	E-2	
	Membership Votes	Contribution Votes ^{2/}	Total Votes	Membership Votes	Contribution Votes ^{1/}	Total Votes			Potential ^{2/}	Actual				Potential Total Votes
Cape Verde	4.877	0.004	4.880	1.416	0.006	1.422	6.302							
Central African Republic	4.877	0.007	4.883	1.416	0.000	1.416	6.299							
Chad	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293							
Chile	4.877	0.036	4.913	1.416	0.030	1.446	6.359							
China	4.877	4.045	8.921	1.416	3.174	4.590	13.511							
Colombia	4.877	0.024	4.901	1.416	0.137	1.553	6.454							
Comoros	4.877	0.007	4.884	1.416	0.000	1.416	6.300							
Congo	4.877	0.080	4.957	1.416	0.001	1.417	6.374							
Cook Islands	4.877	0.000	4.877	1.416	0.002	1.418	6.294							
Costa Rica	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293							
Côte d'Ivoire	4.877	0.173	5.049	1.416	0.409	1.825	6.875							
Croatia	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293							
Cuba	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293							
Cyprus	4.877	0.030	4.907	1.416	0.025	1.441	6.348							
D.P.R. Korea	4.877	0.000	4.877	1.416	0.037	1.453	6.330							
D.R. Congo	4.877	0.010	4.887	1.416	0.000	1.416	6.303							
Denmark	4.877	11.454	16.331	1.416	21.400	22.816	39.146							
Djibouti	4.877	0.002	4.879	1.416	0.000	1.416	6.295							
Dominica	4.877	0.016	4.892	1.416	0.004	1.420	6.312							
Dominican Republic	4.877	0.009	4.885	1.416	0.000	1.416	6.301							
Ecuador	4.877	0.135	5.012	1.416	0.093	1.509	6.521							
Egypt	4.877	1.729	6.605	1.416	2.998	4.414	11.019							
El Salvador	4.877	0.035	4.911	1.416	0.000	1.416	6.327							
Equatorial Guinea	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293							
Eritrea	4.877	0.000	4.877	1.416	0.005	1.421	6.298							
Ethiopia	4.877	0.035	4.911	1.416	0.030	1.446	6.357							
Fiji	4.877	0.045	4.921	1.416	0.024	1.440	6.361							
Finland	4.877	7.552	12.429	1.416	2.441	3.857	16.286							
France	4.877	45.087	49.964	1.416	19.508	20.924	70.888							
Gabon	4.877	0.750	5.626	1.416	0.000	1.416	7.042							

State	A. Original Votes			B. Fourth and Fifth Replenishment Votes			C Total Original, Fourth and Fifth Replenishment Votes	D. Sixth Replenishment Votes				E. Total Votes		
	A-1	A-2	A-3	B-1	B-2	B-3		D-1 Membership Votes	Contribution Votes ^{1/}		D-4	E-1	E-2	
	Membership Votes	Contribution Votes ^{1/}	Total Votes	Membership Votes	Contribution Votes ^{1/}	Total Votes			Potential ^{2/}	Actual	Actual Total Votes	Potential Total Votes	Actual Total Votes	
Gambia, The	4.877	0.007	4.883	1.416	0.004	1.420	6.303							
Georgia	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293							
Germany	4.877	61.005	65.881	1.416	25.650	27.066	92.947							
Ghana	4.877	0.127	5.003	1.416	0.112	1.528	6.531							
Greece	4.877	0.398	5.274	1.416	0.600	2.016	7.290							
Grenada	4.877	0.009	4.885	1.416	0.016	1.432	6.317							
Guatemala	4.877	0.086	4.963	1.416	0.229	1.645	6.608							
Guinea	4.877	0.041	4.918	1.416	0.028	1.444	6.362							
Guinea-Bissau	4.877	0.010	4.887	1.416	0.000	1.416	6.303							
Guyana	4.877	0.073	4.949	1.416	0.101	1.517	6.466							
Haiti	4.877	0.037	4.914	1.416	0.000	1.416	6.330							
Honduras	4.877	0.118	4.995	1.416	0.202	1.618	6.613							
Iceland	4.877	0.000	4.877	1.416	0.003	1.419	6.296							
India	4.877	6.672	11.549	1.416	8.369	9.785	21.334							
Indonesia	4.877	5.863	10.739	1.416	8.116	9.532	20.272							
Iran	4.877	4.780	9.656	1.416	0.000	1.416	11.072							
Iraq	4.877	2.172	7.049	1.416	0.000	1.416	8.465							
Ireland	4.877	1.203	6.080	1.416	0.957	2.373	8.453							
Israel	4.877	0.000	4.877	1.416	0.056	1.472	6.349							
Italy	4.877	36.806	41.683	1.416	10.977	12.393	54.076							
Jamaica	4.877	0.061	4.937	1.416	0.056	1.472	6.409							
Japan	4.877	62.835	67.711	1.416	23.575	24.991	92.703							
Jordan	4.877	0.088	4.965	1.416	0.121	1.537	6.502							
Kazakhstan	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293							
Kenya	4.877	1.003	5.880	1.416	0.027	1.443	7.323							
Kuwait	4.877	45.302	50.178	1.416	6.853	8.269	58.447							
Kyrgyzstan	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293							
Laos	4.877	0.001	4.877	1.416	0.051	1.467	6.344							
Lebanon	4.877	0.009	4.885	1.416	0.034	1.450	6.335							
Lesotho	4.877	0.046	4.922	1.416	0.050	1.466	6.388							

State	A. Original Votes			B. Fourth and Fifth Replenishment Votes			C Total Original, Fourth and Fifth Replenishment Votes	D. Sixth Replenishment Votes				E. Total Votes	
	A-1	A-2	A-3	B-1	B-2	B-3		D-1 Membership Votes	Contribution Votes ^{1/}		D-4 Actual Total Votes	E-1 Potential Total Votes	E-2 Actual Total Votes
	Membership Votes	Contribution Votes ^{2/}	Total Votes	Membership Votes	Contribution Votes ^{3/}	Total Votes			D-2 Potential ^{2/}	D-3 Actual			
Liberia	4.877	0.013	4.890	1.416	0.000	1.416	6.306						
Libyan Arab Jamahiriya	4.877	15.261	20.137	1.416	0.000	1.416	21.553						
Luxembourg	4.877	0.412	5.289	1.416	0.400	1.816	7.105						
Madagascar	4.877	0.035	4.911	1.416	0.055	1.471	6.382						
Malawi	4.877	0.025	4.902	1.416	0.000	1.416	6.318						
Malaysia	4.877	0.000	4.877	1.416	0.343	1.759	6.636						
Maldives	4.877	0.009	4.886	1.416	0.009	1.425	6.311						
Mali	4.877	0.010	4.886	1.416	0.004	1.420	6.306						
Malta	4.877	0.005	4.882	1.416	0.020	1.436	6.318						
Mauritania	4.877	0.001	4.878	1.416	0.000	1.416	6.294						
Mauritius	4.877	0.029	4.906	1.416	0.083	1.499	6.405						
Mexico	4.877	7.175	12.051	1.416	2.059	3.475	15.526						
Mongolia	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293						
Morocco	4.877	1.037	5.914	1.416	0.485	1.901	7.815						
Mozambique	4.877	0.028	4.904	1.416	0.045	1.461	6.365						
Myanmar	4.877	0.086	4.963	1.416	0.000	1.416	6.379						
Namibia	4.877	0.007	4.883	1.416	0.112	1.528	6.411						
Nepal	4.877	0.021	4.897	1.416	0.019	1.435	6.332						
Netherlands	4.877	42.741	47.618	1.416	20.357	21.773	69.390						
New Zealand	4.877	2.416	7.292	1.416	1.249	2.665	9.958						
Nicaragua	4.877	0.013	4.890	1.416	0.012	1.428	6.318						
Niger	4.877	0.063	4.940	1.416	0.000	1.416	6.356						
Nigeria	4.877	29.890	34.766	1.416	0.560	1.976	36.742						
Norway	4.877	29.810	34.687	1.416	18.340	19.756	54.443						
Oman	4.877	0.052	4.928	1.416	0.000	1.416	6.344						
Pakistan	4.877	1.245	6.121	1.416	1.999	3.415	9.536						
Panama	4.877	0.023	4.900	1.416	0.033	1.449	6.349						
Papua New Guinea	4.877	0.059	4.935	1.416	0.000	1.416	6.351						
Paraguay	4.877	0.069	4.946	1.416	0.151	1.567	6.513						
Peru	4.877	0.055	4.932	1.416	0.200	1.616	6.548						

State	A. Original Votes			B. Fourth and Fifth Replenishment Votes			C Total Original, Fourth and Fifth Replenishment Votes	D. Sixth Replenishment Votes				E. Total Votes	
	A-1	A-2	A-3	B-1	B-2	B-3		D-1 Membership Votes	Contribution Votes ^{1/}		D-4 Actual Total Votes	E-1 Potential Total Votes	E-2 Actual Total Votes
	Membership Votes	Contribution Votes ^{1/}	Total Votes	Membership Votes	Contribution Votes ^{1/}	Total Votes			D-2 Potential ^{2/}	D-3 Actual			
Philippines	4.877	0.277	5.153	1.416	0.312	1.728	6.881						
Portugal	4.877	0.346	5.222	1.416	0.750	2.166	7.388						
Qatar	4.877	6.644	11.520	1.416	0.000	1.416	12.936						
Republic of Korea	4.877	0.895	5.772	1.416	1.951	3.367	9.139						
Republic of Moldova	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293						
Romania	4.877	0.000	4.877	1.416	0.009	1.425	6.302						
Rwanda	4.877	0.043	4.920	1.416	0.013	1.429	6.349						
Saint Christopher and Nevis	4.877	0.003	4.880	1.416	0.004	1.420	6.300						
Saint Lucia	4.877	0.004	4.881	1.416	0.004	1.420	6.300						
Saint Vincent and the Grenadines	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293						
Samoa	4.877	0.012	4.889	1.416	0.006	1.422	6.310						
Sao Tome and Principe	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293						
Saudi Arabia	4.877	125.761	130.637	1.416	2.059	3.475	134.113						
Senegal	4.877	0.032	4.908	1.416	0.063	1.479	6.387						
Seychelles	4.877	0.005	4.882	1.416	0.002	1.418	6.299						
Sierra Leone	4.877	0.013	4.889	1.416	0.000	1.416	6.305						
Solomon Islands	4.877	0.003	4.880	1.416	0.000	1.416	6.296						
Somalia	4.877	0.003	4.880	1.416	0.000	1.416	6.296						
South Africa	4.877	0.000	4.877	1.416	0.187	1.603	6.479						
Spain	4.877	2.213	7.089	1.416	1.785	3.201	10.290						
Sri Lanka	4.877	1.210	6.087	1.416	1.037	2.453	8.539						
Sudan	4.877	0.076	4.953	1.416	0.074	1.490	6.443						
Suriname	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293						
Swaziland	4.877	0.018	4.895	1.416	0.041	1.457	6.352						
Sweden	4.877	33.114	37.990	1.416	19.009	20.425	58.415						
Switzerland	4.877	14.877	19.754	1.416	11.504	12.920	32.674						
Syria	4.877	0.000	4.877	1.416	0.213	1.629	6.505						
Tajikistan	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293						
Tanzania, United Republic of	4.877	0.031	4.907	1.416	0.056	1.472	6.379						
Thailand	4.877	0.156	5.032	1.416	0.094	1.510	6.542						

State	A. Original Votes			B. Fourth and Fifth Replenishment Votes			C Total Original, Fourth and Fifth Replenishment Votes	D. Sixth Replenishment Votes				E. Total Votes	
	A-1	A-2	A-3	B-1	B-2	B-3		D-1 Membership Votes	Contribution Votes ^{1/}		D-4 Actual Total Votes	E-1 Potential Total Votes	E-2 Actual Total Votes
	Membership Votes	Contribution Votes ^{2/}	Total Votes	Membership Votes	Contribution Votes ^{2/}	Total Votes			D-2 Potential ^{2/}	D-3 Actual			
The Former Yugoslav Republic of Macedonia Timor-Leste ^{3/}	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293						
Togo	4.877	0.011	4.887	1.416	0.000	1.416	6.303						
Tonga	4.877	0.009	4.885	1.416	0.011	1.427	6.312						
Trinidad et Tobago	4.877	0.000	4.877	1.416	0.000	1.416	6.293						
Tunisia	4.877	0.277	5.153	1.416	0.574	1.990	7.143						
Turkey	4.877	1.732	6.609	1.416	2.893	4.309	10.918						
Uganda	4.877	0.107	4.984	1.416	0.045	1.461	6.445						
United Arab Emirates	4.877	16.656	21.553	1.416	0.999	2.415	23.948						
United Kingdom	4.877	33.002	37.878	1.416	8.218	9.634	47.512						
United States	4.877	187.607	192.483	1.416	20.588	22.004	214.487						
Uruguay	4.877	0.069	4.946	1.416	0.009	1.425	6.371						
Venezuela	4.877	55.482	60.359	1.416	4.373	5.789	66.148						
Viet Nam	4.877	0.001	4.878	1.416	0.225	1.641	6.519						
Yemen	4.877	0.207	5.084	1.416	0.382	1.798	6.882						
Yugoslavia	4.877	0.035	4.911	1.416	0.000	1.416	6.327						
Zambia	4.877	0.072	4.948	1.416	0.063	1.479	6.427						
Zimbabwe	4.877	0.554	5.431	1.416	0.187	1.603	7.033						
Total	790.000	1,010.000	1,800.000	229.396	310.110	539.506	2,339.506						

1/ Only freely convertible currency contributions will be taken into account in calculating Contribution Votes, in accordance with paragraph IV.20 of this Resolution.

2/ This column indicates the potential Contribution Votes that will be earned by each Member once all Members have paid their pledged contributions as shown in Column B-2 of Attachment A to this Resolution.

3/ The application for membership in IFAD of this State was approved by the Governing Council in Resolution 129/XXVI. Upon deposit of its Instrument of Accession, the Membership Votes in Columns A-1, B-1 and D-1 will be redivided equally among all Member States, including Timor-Leste.

ATTACHMENT D

Instrument of contribution to the resources of IFAD

The President
 The International Fund for
 Agricultural Development
 107 Via del Serafico
 00142 Rome
 Italy

1. I have the honour to inform you that (*name of donor country*) will contribute an amount equivalent to (*amount in letters*)* (*state applicable unit of obligation*) (*amount in figures in applicable unit of obligation*)* as its additional contribution to the resources of the International Fund for Agricultural Development (IFAD). This contribution will be made in accordance with the terms and conditions set forth in Resolution 130/XXVI of the Governing Council.
2. Payment of the contribution will be made in (*unit of obligation*)*/ (*in a single sum/two instalments/three instalments*) (*in cash*) (*partly in cash and partly in the form of promissory notes or other similar obligation*) (*in the form of promissory notes or other similar obligation*). The amount of (*amount in figures in applicable unit of obligation*)*/ which constitutes the (*total contribution*) (*first instalment*) of (*country*) will be paid by _____ 20____ in (*cash*) (*by promissory note or other similar obligation*) (*cash equivalent of SDR ... and the balance in the form of promissory note or other similar obligation*).
3. The balance of the contribution will be paid in _____ instalments by _____ 20____ in (*cash*) (*cash and promissory notes or other similar obligation*) (*promissory notes or other similar obligation*).¹
4. The balance of the contribution will be payable after the enactment of necessary appropriation legislation and we will seek the necessary appropriation to complete our payments within the Replenishment period.²
5. (*country*) will not exercise its option under paragraph II.13 of the Resolution of modifying its commitment provided in this Instrument.³
6. I confirm that all other requirements that are necessary for the deposit of this Instrument of Contribution with IFAD have been duly completed.

(*Name of donor country*)

(*signature of authorized
 representative*)

(*Title of the Signatory*)

* If the currency of payment is different from the unit of obligation then please state here the currency of payment.

1 This paragraph is to be used only in conjunction with paragraph II.9(d) of the Resolution and the timings of the payment of instalments should be indicated. The paragraph is to be deleted when not applicable.

2 This paragraph should be deleted when not applicable.

3 This paragraph should be deleted when not applicable.

ATTACHMENT E

Fixed reference exchange rates (Paragraph II.15)

1 April 2002-30 September 2002

<i>Currency</i>	<i>Apr-02</i>	<i>May-02</i>	<i>Jun-02</i>	<i>Jul-02</i>	<i>Aug-02</i>	<i>Sep-02</i>	<i>Avg. 6 months</i>
AUD	1.8529	1.7624	1.7705	1.8255	1.8077	1.8399	1.8098
CAD	1.5678	1.5275	1.5187	1.5843	1.5589	1.5858	1.5572
CHF	1.6220	1.5601	1.4957	1.4870	1.4907	1.4832	1.5231
DKK	8.2527	7.9177	7.4478	7.5939	7.5513	7.5329	7.7161
EUR	1.1101	1.0653	1.0025	1.0222	1.0170	1.0142	1.0386
GBP	0.6864	0.6818	0.6506	0.6388	0.6440	0.6395	0.6569
JPY	128.0001	124.3999	119.4504	119.8506	117.9501	121.5508	121.8670
NOK	8.3807	7.9663	7.4492	7.5917	7.5069	7.4457	7.7234
NZD	2.2331	2.0886	2.0450	2.1299	2.1268	2.1295	2.1255
SDR	0.7888	0.7748	0.7516	0.7562	0.7533	0.7560	0.7635
SEK	10.2200	9.8525	9.1625	9.4275	9.2976	9.2825	9.5404

5121/01

N° 5121¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI**relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg**

- à la 13ème reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement
- à la 3ème reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial
- à la 6ème reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(10.7.2003)

En date du 14 avril 2003, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a fait transmettre pour avis au Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique. Au texte du projet de loi comportant trois articles étaient joints un exposé des motifs et un commentaire des articles. Sont également parvenues en annexe au Conseil d'Etat la résolution No 204 adoptée par le conseil d'administration de l'Association Internationale de Développement, la résolution No 2002-0005 adoptée par le conseil d'administration de la Banque Mondiale ainsi que la résolution No 130 adoptée par le conseil des gouverneurs du FIDA.

L'objet du présent projet de loi est d'autoriser le Gouvernement à participer premièrement à la treizième reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement (AID) à concurrence de 14.380.000 euros, deuxièmement à la troisième reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à concurrence de 5.730.000 euros, et troisièmement à la sixième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) à concurrence de 510.000 euros.

Dans les trois cas de reconstitution des ressources, il s'agit d'instruments internationaux d'aide au développement. La participation du Luxembourg s'inscrit dans le cadre de notre propre coopération au développement et plus particulièrement de son volet multilatéral.

Les objectifs poursuivis aussi bien par l'AID que par le FEM et le FIDA correspondent aux priorités de notre propre politique de coopération, à savoir la concentration de l'aide aux pays les moins favorisés, l'aide aux politiques axées sur le développement durable et tout particulièrement aux mesures réduisant l'effet de serre, la promotion économique des plus démunis, tout particulièrement à travers le développement rural et le soutien à la production agricole.

Ces financements multilatéraux sont donc parfaitement complémentaires des actions bilatérales menées par notre pays. Le Conseil d'Etat considère par ailleurs qu'une participation accrue de notre pays aux différents organismes multilatéraux d'aide au développement comporte des avantages évidents du point de vue d'une utilisation efficace des fonds consacrés à la coopération au développement.

Dans les trois cas, la contribution luxembourgeoise s'opère par l'émission d'un bon du trésor, comportant différents échéanciers. L'incidence budgétaire est donc répartie sur plusieurs exercices budgétaires, à savoir celui de 2003 à 2008 pour l'AID, celui de 2003 à 2012 pour le FEM et celui de 2004 à 2006 pour le FIDA. Par exemple, pour l'exercice budgétaire de 2004, l'incidence sera de 2.367.000 euros, montant qui sera évidemment pris en compte dans l'enveloppe globale consacrée à notre aide au développement.

Le Conseil d'Etat approuve le texte du projet soumis à son avis dont le libellé des articles ne donne pas lieu à observation de sa part. En ce qui concerne l'intitulé, il signale toutefois qu'il y aurait lieu d'écrire „13e“, „3e“ et „6e“.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 10 juillet 2003.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

5121/02

N° 5121²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI

relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 13^e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement
- à la 3^e reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial
- à la 6^e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES
ET DU BUDGET**

(13.10.2003)

La Commission se compose de: M. Lucien WEILER, Président; M. Lucien CLEMENT, Rapporteur; MM. François BAUSCH, Alex BODRY, Emile CALMES, Gast GIBERYEN, Gusty GRAAS, Norbert HAUPERT, Jeannot KRECKE, Jean-Paul RIPPINGER, Serge URBANY et Claude WISELER, Membres.

*

TRAVAUX DE LA COMMISSION

La Commission a analysé le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat au cours de sa réunion du 18 septembre 2003. Lors de cette même réunion, elle a désigné M. Lucien CLEMENT comme rapporteur. Le présent projet de rapport a été adopté lors de sa réunion du 13 octobre 2003.

*

OBJET ET COMMENTAIRE DU PROJET DE LOI

A intervalles plus ou moins réguliers, l'appartenance à des institutions financières internationales oblige le Luxembourg à actualiser ses engagements et adapter ses participations.

Les derniers actes législatifs en la matière ont été les lois du 25 juillet 2002 et du 9 mai 2003. Par la loi du 25 juillet 2002 a été approuvée la participation du Grand-Duché à la 5e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole et par la loi du 9 mai 2003 a été donné l'accord à la participation du Grand-Duché à la 5e augmentation du capital de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe.

Dans le cadre des lois précitées et dans la ligne de la politique de coopération luxembourgeoise, le ministre du Trésor et du Budget a déposé le 23 avril 2003 à la Chambre des Députés ce projet de loi visant à participer à des reconstitutions de ressources de trois institutions financières internationales desquelles le Luxembourg est membre. Les trois institutions visées font l'objet de reconstitutions de ressources régulières, car elles allouent des dons et (ou) prêtent leurs moyens à des taux inférieurs aux taux du marché.

*

LES MISSIONS DES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES ENUMEREES AUX ARTICLES 1 A 3 DU PROJET DE LOI

Aux termes de l'article 1er, le Grand-Duché entend participer à la 13e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement (AID) (<http://www.worldbank.org>) créée en septembre 1960 sous les auspices de la Banque Mondiale. Par la loi du 21 février 1964 portant Approbation des Statuts de l'Association Internationale de Développement, établie à Washington, le 26 janvier 1960, le Grand-Duché est devenu membre de l'AID.

L'AID concentre son champ d'action sur la lutte contre la pauvreté. En effet, les 80 pays éligibles d'emprunter aux taux préférentiels de l'AID sont les pays les plus pauvres du monde comptant un revenu moyen par tête de 875 USD au plus.

Les crédits de l'AID servent à financer deux types d'opérations, à savoir les mesures d'ajustement structurel des finances publiques du pays bénéficiaire et les projets d'investissement affectant directement les conditions de vie des plus pauvres (par exemple la fourniture d'eau potable et l'irrigation). Environ 20% des ressources sont allouées aux Etats bénéficiaires sous forme de dons (par exemple l'aide lors de catastrophes naturelles) et les 80% restants sont des crédits AID sans intérêts et n'étant remboursables que dans un délai de 40-50 ans. En raison de la lenteur des remboursements des crédits AID, les avoirs de l'AID doivent être reconstitués périodiquement par ses membres les plus riches.

A l'article 2 du projet de loi sous rubrique, le gouvernement requiert l'autorisation parlementaire à participer à la 3e reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement mondial (FEM ou GEF = „Global Environment Facility“ en anglais) (<http://gefweb.org>). Le Luxembourg a signé l'acte d'adhésion au Fonds pour l'Environnement Mondial le 28 avril 1995. Par la loi du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales, la Chambre des Députés a autorisé l'Etat à participer au FEM.

Le FEM doit identifier et appuyer des activités novatrices en matière de protection de l'environnement mondial, à condition qu'elles promettent des retombées durables à l'échelle planétaire (la lutte contre l'appauvrissement de la couche d'ozone et le changement du climat et la réduction de l'effet de serre, la préservation de la diversité biologique, la protection des eaux internationales, ...).

C'est la Banque mondiale qui assume aussi bien le secrétariat que le rôle de gestionnaire du fonds fiduciaire GEF, la principale source de financement des projets. En outre, elle doit veiller à l'élaboration et la mise en oeuvre des projets en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

L'article 3 a pour objet d'autoriser le gouvernement luxembourgeois de participer à la 6e reconstitution des ressources du Fonds International du Développement Agricole (FIDA) (<http://www.ifad.org>).

Le FIDA est une agence spéciale des Nations Unies qui fut établie en 1977 à la suite de la Conférence Mondiale sur la nutrition en 1974. Via la loi du 2 décembre 1977 portant approbation de l'Accord portant création du Fonds International de Développement Agricole, conclu à Rome, le 13 juin 1976, le Luxembourg a ratifié l'Accord sur le FIDA.

Le FIDA gère des projets et des programmes de lutte contre la pauvreté en milieu rural et de développement rural dont le coût total avoisine 400 millions USD. Les actions du FIDA sont localisées dans les pays en voie de développement, surtout en Afrique, en Amérique latine, aux Caraïbes et en Asie. Dans le rapport 2001 du FIDA¹, il est noté que „*Poverty reduction is not something that governments, development institutions or NGOs can do for the poor. They can forge partnerships and help promote the conditions in which the poor can use their own skills and talents to work their way out of poverty*“.

En résumé, les objectifs de ces institutions vont de pair avec ceux de la politique de coopération luxembourgeoise, à savoir la concentration de l'aide aux Etats les plus démunis, le développement économique des moins favorisés (p. ex. développement rural) et le développement soutenu.

*

¹ IFAD Rural Poverty Report 2001.

LES IMPLICATIONS FINANCIERES

L'enveloppe globale de la 13e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement (AID) s'établit à 18 milliards de DTS (= droits de tirage spéciaux), dont 10,02 milliards de DTS à charge des pays donateurs.

La part luxembourgeoise à cette enveloppe globale s'élève à 0,1%, dont à 10,02 millions de DTS. Libellée en euros au taux de conversion prédéterminé de 1 DTS = 1,43546 euro, la participation du Grand-Duché à la 13e reconstitution des ressources de l'AID s'élève à 14.380.000 euros correspondant ainsi à la résolution No 204 adoptée le 25 juillet 2002 par le Conseil d'administration de l'AID. Le paiement se fera par l'émission de bons du trésor, dont l'encaissement sera réparti sur six tranches annuelles, et dont les répercussions budgétaires échelonnées dans le temps seront les suivantes:

<i>Année</i>	<i>Montant en euros</i>	<i>% du total de la participation grand-ducale</i>
2003	1.719.000	12,0
2004	2.524.000	17,5
2005	3.344.000	23,3
2006	3.444.000	23,9
2007	2.516.000	17,5
2008	833.000	5,8

L'enveloppe globale de la 3e reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF) s'élève à 2,92 milliards USD pour les années 2002 à 2006.

La contribution luxembourgeoise à la 3e reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial sera de l'ordre de 4 millions de DTS, soit 5.730.000 euros. La mise correspond au minimum requis pour pouvoir participer aux discussions sur la politique du Fonds et aux négociations sur la reconstitution des ressources. Elle est conforme à la résolution No 2002-0005 adoptée le 19 décembre 2002 par le Conseil d'administration de la Banque Mondiale. La contribution s'opère par l'intermédiaire de l'émission de bons du trésor, dont les tranches (et conséquemment les incidences budgétaires) s'échelonnent comme suit:

<i>Année</i>	<i>Montant en euros</i>	<i>% du total de la participation grand-ducale</i>
2003	716.250	12,50
2004	673.275	11,75
2005	744.900	13,00
2006	716.250	12,50
2007	701.925	12,25
2008	658.950	11,50
2009	573.000	10,00
2010	487.050	8,50
2011	343.800	6,00
2012	114.600	2,00

Le montant de la participation luxembourgeoise à la 6e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole est fixé à 510.000 euros. Ce montant constitue une augmentation de 32% comparé à la 5e reconstitution des ressources du FIDA et correspond à celui prévu par la résolution No 130/XXVI adoptée le 19 février 2002 par le Conseil des gouverneurs du FIDA, qui est le princi-

pal organe décisionnel du Fonds. La contribution sera réglée par l'émission de bons du trésor, dont les trois tranches égales seront imputées comme suit sur le budget de l'Etat:

<i>Année</i>	<i>Montant en euros</i>
2004	170.000
2005	170.000
2006	170.000

Finalement, il est signalé que l'incidence budgétaire du projet sous rubrique pour l'exercice 2004 sera de 3.367.275 euros. Le total des reconstitutions des ressources des organisations visées par cette loi s'élève à 20.620.000 euros.

*

Le Conseil d'Etat marque son accord avec le projet de loi sous revue. Il suggère seulement de corriger l'intitulé en écrivant „13^e“, „3^e“ et „6^e“. La Commission des Finances et du Budget se rallie à cette observation.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi tel que déposé par le gouvernement.

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 13^e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement
- à la 3^e reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial
- à la 6^e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

Art. 1er.– Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 14.380.000 euros à la treizième reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement (AID-IDA), conformément à la résolution No 204 adoptée le 25 juillet 2002 par le conseil d'administration de l'Association Internationale de Développement.

Art. 2.– Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 5.730.000 euros à la troisième reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM-GEF), conformément à la résolution No 2002-0005 adoptée le 19 décembre 2002 par le conseil d'administration de la Banque Mondiale.

Art. 3.– Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 510.000 euros à la sixième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole (FIDA-IFAD), conformément à la résolution No 130/XXVI adoptée le 19 février 2003 par le conseil des gouverneurs du FIDA.

Luxembourg, le 13 octobre 2003

Le Rapporteur,
Lucien CLEMENT

Le Président,
Lucien WEILER

5121/03

N° 5121³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 13^e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement
- à la 3^e reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial
- à la 6^e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(4.11.2003)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 27 octobre 2003 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 13^e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement
- à la 3^e reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial
- à la 6^e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 21 octobre 2003 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 10 juillet 2003;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 4 novembre 2003.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

Service Central des Imprimés de l'Etat

4922,5121

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 163

18 novembre 2003

Sommaire

Loi du 10 novembre 2003 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg	
- à la 13 ^e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement	
- à la 3 ^e reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial	
- à la 6 ^e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole . . .	3194
Règlement grand-ducal du 10 novembre 2003 relatif aux taxes à percevoir par la Commission de Surveillance du Secteur Financier	3194
Loi du 11 novembre 2003 relative à la publicité foncière et portant modification	
- de la loi du 26 juin 1953 concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques ;	
- de la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales ;	
- de la loi du 9 août 1980 relative à l'inscription des testaments	3197
Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, révisée à Paris le 24 juillet 1971 et modifiée le 28 septembre 1979 – Ratification d'Israël	3198
Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques du 14 avril 1891 tel que révisé à Stockholm le 14 juillet 1967 et modifié le 28 septembre 1979 – Adhésion de la République islamique d'Iran	3198
Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 13 février 1946 – Adhésion des Emirats Arabes Unis et du Sri Lanka . . .	3199
Convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève, le 28 juillet 1951 et Protocole – Adhésion de Timor-Leste	3199
Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale, conclue à La Haye, le 18 mars 1970 – Adhésion de Monaco et du Mexique	3199
Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et New York, le 3 mars 1980 – Adhésion de l'Etat de transition islamique d'Afghanistan	3199
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, conclue à Bâle, le 22 mars 1989 – Adhésion du Ghana et du Kazakhstan	3200
Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, conclue à Helsinki, le 17 mars 1992 – Adhésion de la Roumanie	3200
Protocole additionnel à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales, signé à Strasbourg, le 9 novembre 1995 et Protocole N° 2 – Ratification de la Slovaquie	3200
Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, faite à Vienne, le 5 septembre 1997 – Adhésion du Japon	3200

Loi du 10 novembre 2003 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 13^e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement
- à la 3^e reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial
- à la 6^e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 21 octobre 2003 et celle du Conseil d'Etat du 4 novembre 2003 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}.- Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 14.380.000 euros à la treizième reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement (AID-IDA), conformément à la résolution no. 204 adoptée le 25 juillet 2002 par le conseil d'administration de l'Association Internationale de Développement.

Art. 2.- Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 5.730.000 euros à la troisième reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM-GEF), conformément à la résolution no. 2002-0005 adoptée le 19 décembre 2002 par le conseil d'administration de la Banque Mondiale.

Art. 3.- Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 510.000 euros à la sixième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole (FIDA-IFAD), conformément à la résolution no. 130/XXVI adoptée le 19 février 2003 par le conseil des gouverneurs du FIDA.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Ministre du Trésor et du Budget,
Luc Frieden

Palais de Luxembourg, le 10 novembre 2003.
Henri

Doc. parl. 5121; sess. ord. 2002-2003 et 2003-2004

Règlement grand-ducal du 10 novembre 2003 relatif aux taxes à percevoir par la Commission de surveillance du secteur financier.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 24 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;

Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Trésor et du Budget et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Tarif des taxes forfaitaires.

Les taxes à percevoir par la Commission de surveillance du secteur financier pour couvrir les frais de l'exercice de la surveillance du secteur financier, en exécution de l'article 24 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier, sont fixées comme suit:

A. Etablissements de crédit

1) Un forfait annuel à charge de chaque banque conformément au tarif suivant:

- a) 27.250 euros à charge des établissements dont la somme de bilan était inférieure ou égale à la valeur de 250 millions d'euros au 31 décembre de l'année précédente;
- b) 34.000 euros à charge des établissements dont la somme de bilan était supérieure à la valeur de 250 millions d'euros et inférieure ou égale à la valeur de 1.250 millions d'euros au 31 décembre de l'année précédente;
- c) 55.000 euros à charge des établissements dont la somme de bilan était supérieure à la valeur de 1.250 millions d'euros au 31 décembre de l'année précédente;

2) un forfait annuel supplémentaire de 12.500 euros à charge de chaque établissement visé sous 1) soumis à une surveillance sur base consolidée par la Commission, ainsi qu'un supplément de taxe de 10.000 euros pour chaque filiale bancaire comprise dans la surveillance consolidée et un supplément de taxe de 5.000 euros pour chaque filiale entreprise d'investissement comprise dans la surveillance consolidée de la Commission;